

T 2137 - 757 - 10,00 F



hebdô

le monde **Libertaire**



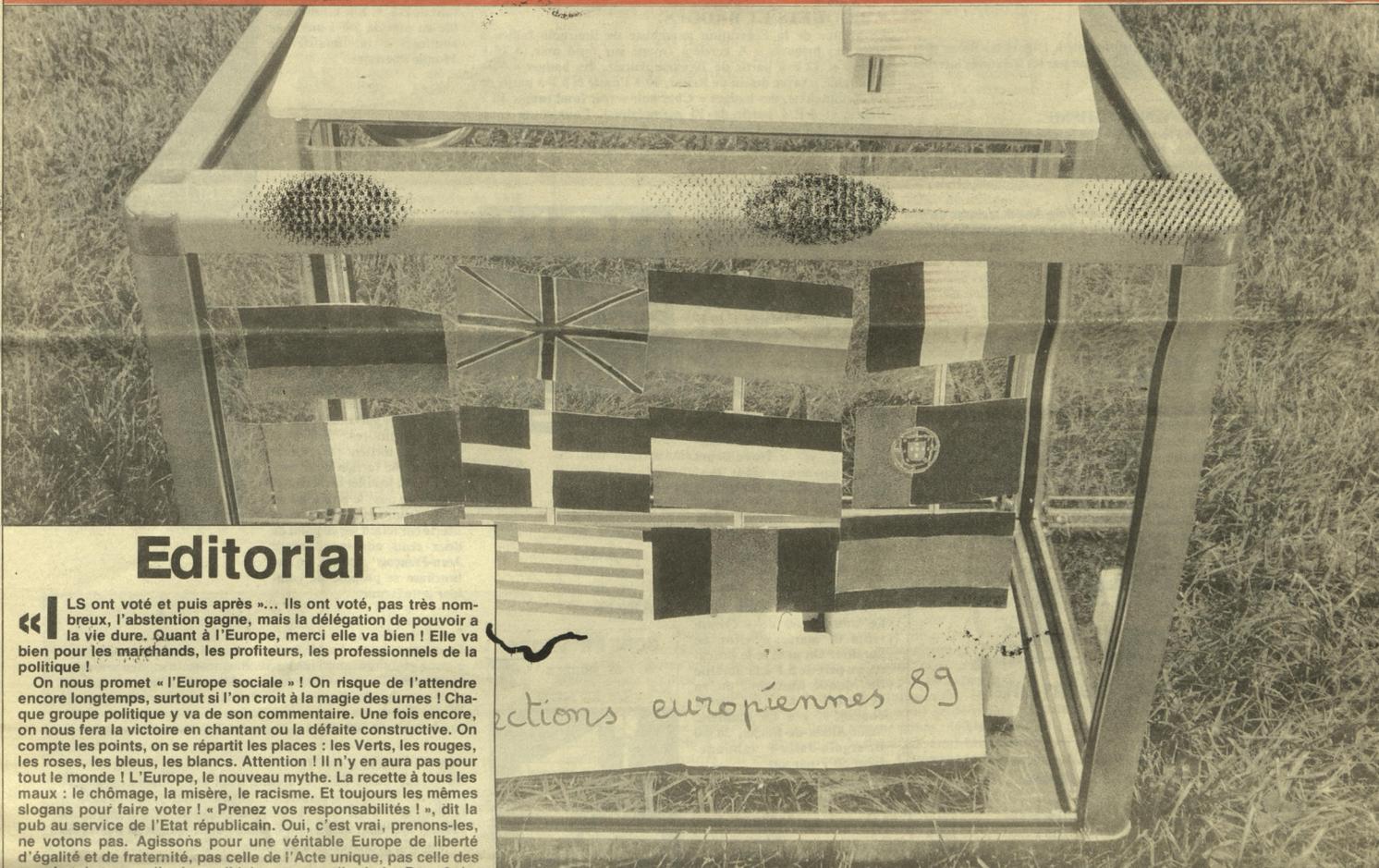
ISSN 0026-9433

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°757 JEUDI 22 JUIN 1989 10,00 F

EUROPE : ACTE UNIQUE



Editorial

« LS ont voté et puis après... Ils ont voté, pas très nombreux, l'abstention gagne, mais la délégation de pouvoir a la vie dure. Quant à l'Europe, merci elle va bien ! Elle va bien pour les marchands, les profiteurs, les professionnels de la politique !

On nous promet « l'Europe sociale » ! On risque de l'attendre encore longtemps, surtout si l'on croit à la magie des urnes ! Chaque groupe politique y va de son commentaire. Une fois encore, on nous fera la victoire en chantant ou la défaite constructive. On compte les points, on se répartit les places : les Verts, les rouges, les roses, les bleus, les blancs. Attention ! Il n'y en aura pas pour tout le monde ! L'Europe, le nouveau mythe. La recette à tous les maux : le chômage, la misère, le racisme. Et toujours les mêmes slogans pour faire voter ! « Prenez vos responsabilités ! », dit la pub au service de l'Etat républicain. Oui, c'est vrai, prenons-les, ne votons pas. Agissons pour une véritable Europe de liberté d'égalité et de fraternité, pas celle de l'Acte unique, pas celle des marchands, pas celle des politiciens, pas celle de Le Pen. Agissons pour la nôtre, l'Europe de la solidarité, de l'entraide, de la justice sociale, de l'abolition des privilèges. Une Europe vraie pour un monde juste, pas celui des Etats ni des dictatures. Agissons pour une Europe libertaire, celle qui reste vraiment à construire et qui en vaille le coût.

ACTE INIQUÉ

CONSCRIPTION :

Abolir l'alibi
démocratique
du militarisme.

PAGES 6 ET 7.

MÉTÉO :

Ciel d'orages
ou lendemains
radieux ?

PAGE 4.

HOMOSEXUALITÉ :

Du 24 juin au 1^{er} juillet,
semaine gay sur R-L
(89.4 MHz, Paris)

PAGE 8.

F°P.2520

communiqués éditions

• CREUSE.

Une liaison vient de se créer dans la Creuse, elle invite tous les sympathisants à entrer en contact avec elle par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• MARSEILLE.

Nous vous annonçons la naissance du groupe Ascaso/Durruti de Marseille, qui tient d'ores et déjà ses permanences au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro Réformée ou Saint-Avenues-Longchamp), tous les samedis de 14 h à 17 h (contact courrier à la même adresse).

• SEVRAN-BONDY.

Comme chaque année, le groupe de Sevrans-Bondy de la FA participera à la fête des associations de Bondy les 24 et 25 juin. Le groupe invite tous les sympathisants des idées libertaires à prendre contact à cette occasion avec les militants locaux de la FA.

• ARLES.

Le groupe FA d'Arles invite toutes les personnes intéressées à le rejoindre, soit par l'intermédiaire des Relations intérieures, soit sur le marché le samedi matin (les mois de juillet et d'août exceptés).

• SÈTE.

Une liaison de la FA existe sur Sète. Les personnes qui veulent entrer en contact avec elle peuvent passer par les Relations intérieures.

• DIGNES-LES-BAINS.

Un groupe est en cours de formation à Dignes-les-Bains (04), pour toute demande de contact, passer par les Relations intérieures qui transmettront.

• COURS SUR L'ANARCHISME.

Le 27 juin aura lieu au local du groupe Louise-Michel, à 20 h 30, 10, rue Robert-Planquette, Paris XVIII^e (métro Blanche), un cours sur « L'action au quotidien, les problèmes de l'organisation ».

• PERPIGNAN.

Du 15 juin au 15 septembre, le groupe Puig-Antich n'assure qu'une permanence tous les samedis de 15 h à 19 h au 2 bis, rue Théodore-Guter, 66000 Perpignan.

éditions

• POCHOIRS ET JEU DE L'OIE.

Le groupe Benoît-Brouchoux de Lille diffuse une série de pochoirs, l'épave sur papier ou le pochoir lui-même (Proudhon, « chat libertaire », « Charlot prisonnier », etc.). Pour tout renseignement, s'adresser au Centre culturel libertaire. D'autre part, le groupe Benoît-Brouchoux diffuse un jeu de l'oie libertaire, pour toute commande (55 F, port compris), écrire au Centre culturel libertaire : 1-2, rue Denis-du-Péage, Lille (tél. : 20.04.66.06, permanence le samedi de 15 h à 19 h).

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

• « OEILLETS ROUGES »

Le numéro quatre des « Oeillets rouges » vient de paraître. Au sommaire : l'ouverture... combien de divisions ; positif les coordinations ; interview d'Éugène Descamps ; une précarité agissante ; le cas Deleuze ; interview de Louis Pinto ; Mai 68 et l'héritage gauchiste ; cinéma : les logiques d'une domination. On peut se le procurer au prix de 50 F à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à : « Les Oeillets rouges », 122, rue Henri-Barbusse, 95100 Argenteuil (abonnement : 90 F pour deux numéros). Les anciens numéros sont en vente à 30 F le numéro ou 80 F les trois.



• BRIQUETS ET BADGES.

Le groupe de la Fédération anarchiste de Bourgoin-Jallieu a édité des briquets « A cerclé » (rouge sur fond noir, à 15 F l'unité et 12 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Vive l'anarchie » (avec dessin de Reiser, 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Chat noir » (sur fond rouge, 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires). Pour toute commande : « Contre-Courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèques à l'ordre de l'association).

• SOUSCRIPTION 89.

L'édition de « La Grande Révolution » de Pierre Kropotkine s'achève. Le livre est sous presse, et il sera disponible en juillet au prix de vente de 130 F pour 465 pages. D'ici là, notre souscription reste toujours valable (110 F pour le Kropotkine et 110 F pour l'ouvrage collectif : « Les anarchistes et 89 », à paraître le 4^e trimestre 1989). Les chèques doivent être libellés à l'ordre de Gaétano Manfredonia. D'autre part, les autocollants « Non au consensus » et « Travailleurs organisons-nous » sont toujours disponibles (30 F le paquet de 50 exemplaires).

• « CONTRE VENTS ET MARÉES ».

Le numéro 60 de « Contre vents et marées » vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 F à la librairie du Monde libertaire, ou en écrivant à « Contre courant », c/o La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (abonnement 50 F par an).



• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 ».

Le numéro 20 d'« Alternative libertaire 49 », journal réalisé par le groupe d'Angers, est paru. On peut se le procurer contre 4,40 F en timbres ou s'abonner (35 F, chèques à l'ordre d'ADEIR, 8, rue Buffon, 49000 Angers).

éditions

• « FEMMES A L'OUVRAGE ».

Des militantes de la Fédération anarchiste viennent de publier une brochure sur le travail des femmes : « Femmes à l'ouvrage ». Celle-ci est en vente à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amélot, Paris XI^e) au prix de 50 F.

• « VOLONTÉ ANARCHISTE ».

Pour ce 35^e numéro de « Volonté anarchiste », le groupe de Fresnes-Antony a choisi « Le communisme libertaire », d'Isaac Puente, dont l'influence sur la révolution libertaire de 1936 fut considérable. Une préface de Frederica Montseny présente et restitue ce texte dans le contexte pré-révolutionnaire des années 30. Le compagnon espagnol Abel Ramirez a fourni la première biographie française d'Isaac Puente, assassiné au tout début de l'insurrection franquiste. Un numéro que vous trouverez pour seulement 25 F à la librairie du Monde libertaire. Le meilleur soutien, pour « Volonté anarchiste », est bien sûr l'abonnement (180 F pour 8 numéros), versements à l'ordre de ASH, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony (CCP 21600 42 C Paris).

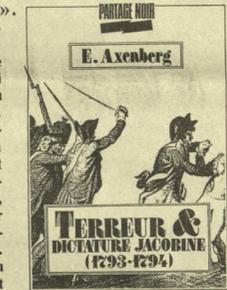
• AFFICHES.

Le groupe d'Anizy-le-Château a édité une affiche de soutien à Bruno Guillore, insoumis emprisonné et militant de la FA. Elle est disponible au prix de 3 F l'unité, en soutien, à la librairie du Monde libertaire.



• « TERREUR ET DICTATURE JACOBINE (1793-1794) ».

Les éditions Partage Noir viennent de publier une brochure intitulée « Terreur et dictature jacobine (1793-1794) », celle-ci est disponible au prix de 15 F à la librairie du Monde libertaire. Le pouvoir jacobin, et plus particulièrement la période de la Terreur, a été largement analysé voire galvaudé. Contre-révolutionnaires, libéraux, marxistes mettent en valeur telle ou telle faction pour condamner ou justifier la dictature. Aucun ne pose le problème du rapport entre gouvernement et liberté (en retard sur ce point de deux cents ans sur l'Enragé Jean-François Varlet). Cette brochure se propose de combler cette lacune.



• « LA MISTOUFE ».

Le numéro 2 de « La Mistoufe » est sorti. Il comporte 16 pages et reste gratuit, néanmoins les abonnements de soutien seront les bienvenus. Rappelons que « La Mistoufe » est un journal d'information et d'expression libertaire couvrant le région de Dijon. Pour vous le procurer, écrivez à : « La Mistoufe », 61, rue Jeannin, 21000 Dijon. Le numéro 3 sortira début septembre.

• AUTOCOLLANTS

Le groupe Carlo-Caffi a édité deux autocollants en noir et rouge sur le thème : « Contre l'Europe des patrons et des Etats, révolution ! ». Ils sont à votre disposition à la librairie du Monde libertaire, au prix d'un franc l'unité et de 0,50 F pour les commandes supérieures à 10 unités.

• « CHÔMAGE ET PRÉCARITÉ ».

L'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste vient de réaliser une brochure, éditée par « Contre Courants », sur le chômage et la précarité : « Chômage et précarité, où va-t-on ? J'vous l'demande ! ». Cette brochure est disponible pour la somme de 15 F en écrivant à : « Contre Courants », c/o La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

L' fau...
Grand...
1993 co...
dupes. Déjà...
mes, se dén...
mentations...
et restructu...
tinées à ame...
« tailles » (d...
nautaires al...
du chômage...
Bruxelles, l...
demeure inc...
taire du 15^e...
libération de...
taux incitera...
nisation par...
fiscaux. Ses...
tions de réu...
limiter quel...

L'h...
pa...

Qui dit...
aussi Europ...
des auteurs...
Planchon, c...
taire europée...
ché », Mor...
vier 1988) n'...
ligner comm...



stabilisati...
du Systèm...
avaient peu...
SME (Systè...
en une zon...
Chaque n...
effet suivre...

Comm...
les mois...
début sep...
Notre...
kiosques...
fameux l...
Avec u...
ment par...
votre ma...
flux de...
semaines...
tes les m...
A cett...
qui repré...
dernière...
libertaire...
aux lettr...
vince, ne...
Voilà...
trompett...
idées lib...
Voici...
taire. Su...
BORRO...
BREGÉ...
(60 F) ;
PONCE...
DON J...
ROBER...
Total...
Total...

EUROPE 1993

Résister à l'Acte unique

Il faut répéter encore en quoi le Grand Marché européen de 1993 constituera un marché de dupes. Déjà, pour appâter les firmes, se démultiplient, les déréglementations. Partout, OPA, fusions et restructurations industrielles destinées à amener les entreprises à des « tailles » (et monopoles) communautaires alourdissent les chiffres du chômage. Et la commission de Bruxelles, laissant faire le marché, demeure inerte (voir Monde libertaire du 15 juin 1989). Dès 1990, la libération des mouvements de capitaux incitera les pays à une harmonisation par le bas de leurs systèmes fiscaux. Seules de multiples opérations de résistances permettront de limiter quelque peu le désastre.

L'harmonisation par l'austérité

Qui dit Europe du capital dit aussi Europe monétaire. Mais bien des auteurs (voir notamment P.-J. Planchon, « Une politique monétaire européenne au service du marché », Monde diplomatique, janvier 1988) n'ont pas manqué de souligner comment les mécanismes de



stabilisation des monnaies au sein du Système monétaire européen avaient peu à peu transformé le SME (Système monétaire européen) en une zone mark.

Chaque monnaie membre doit en effet suivre l'évolution de la mon-



naie allemande poussée par le reflux du dollar. La RFA aurait pu limiter cette hausse, en acceptant un peu d'inflation chez elle ou en réduisant ses taux d'intérêt, donc en accélérant le rythme de sa croissance économique. Mais la Bundesbank s'y est refusée. Si bien que pour maintenir l'obligatoire parité interne au SME, les pays à monnaie faible (Italie, Espagne, France...) ont dû suivre et pratiquer des taux d'intérêt sensiblement plus élevés de façon à attirer les capitaux internationaux qui, autrement, ne seraient pas venus. D'où un freinage indéfinissable de leur activité économique: la stabilité des changes au sein du SME s'est, à chaque fois, traduite par un alignement sur la politique économique allemande et par un ralentissement de la croissance dans tous les pays à monnaie faible.

Déjà, la fin extrêmement rapide de la politique française de relance, en 1981-1982, fut assez largement imposée par le refus absolu de Kohl et du patronat ouest-allemand d'amorcer une relance économique, même minimum, en RFA. La relance de la consommation en France aggravait ainsi le déficit du commerce extérieur. Mais le SME empêcha aussi au franc, contraint de maintenir sa parité avec le mark, toute dévaluation forte et véritablement offensive, qui aurait rendu plus compétitifs les produits français sur les marchés internationaux. Les socialistes,

en refusant alors de sortir du SME (dans les faits devenu une zone mark, un instrument de vassalisation économique) et de pratiquer un protectionnisme transitoire, se sont engagés dans la voie d'une austérité inacceptable. Nous n'en sommes plus sortis. Et des pans entiers de l'économie française furent ainsi abandonnés aux importations. Le



PS a décidé de jouer, à cette date, la division internationale du travail, l'intégration forcée au capitalisme mondial, le libre-échange au sein d'une Europe libérale, contre l'indépendance des capacités de production et contre l'emploi.

Depuis, très systématiquement, la préparation de l'Europe du Grand Marché sacrifie les secteurs dont une comptabilité aveugle décrète qu'ils sont peu rentables (mal suprême !). On élimine la petite agriculture et l'on encourage la mise en friches de terres cultivables. De même, parce qu'il est plus profitable d'importer des produits fabriqués à un coût dérisoire, en de lointains pays, par une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci, on démantèle des industries qui assureraient il y a peu, la prospérité de régions entières. La CEE compte désormais plus de 15 millions de chômeurs. A vrai dire, cela importe peu aux entrepreneurs. Ce n'est pas l'entreprise, mais la collectivité nationale, qui paiera les indemnités, les aides sociales, ce RMI misérablement faible, les TUC (ou autres formes d'emplois précaires), ou les maigres programmes de formation.

Il faut que le marché soit libre, répètent tous les gouvernements européens. Sans doute pour permettre à une firme allemande de livrer à la Lybie une usine de gaz toxiques. Sans doute pour accueillir dans les ports européens des bateaux hors d'âge qui, sous pavillon de complaisance, transportent des matériaux éminemment dangereux. A moins que cela ne soit pour autoriser au grand jour des compagnies aériennes américaines à ne respecter ni des horaires réguliers ni les normes élémentaires de sécurité. Ou bien faut-il faciliter encore les admirables acrobaties boursières,

cette spéculation qui rapporte tant et que l'on impose si faiblement ?

Décidément, cette Europe des marchands et du capital libre, cette Europe du chômage et de la soumission économique, personne ne peut raisonnablement l'accepter. A moins de croire toujours que les incantations politiques les plus vagues suffisent à dessiner un avenir et une politique.

L'expansion par les canons

Mais pourquoi rêver, alors même que l'Europe se bâtit dès à présent, sous nos yeux. Tout laisse présumer qu'après 1992, la RFA dominera économiquement la CEE avec plus d'intensité qu'aujourd'hui. Pour faire face, la France a déjà choisi le domaine militaire — et tout particulièrement le nucléaire — pour se préserver un rôle clé sur le continent, et ainsi peser sur l'Allemagne fédérale.

C'est dans cette inacceptable perspective stratégique que doivent être appréhendées les décisions, arrachées par Paris, de créer une brigade franco-allemande et un conseil de défense commun réunissant les états-majors des deux pays, ou de lancer un hélicoptère de combat franco-allemand. J.-P. Chevènement ne vient-il pas de souhaiter, en matière de recherche technologique militaire, la mise en place d'un programme Euréka équivalent à la version civile, et qui toucherait des pays européens de l'Alliance. A terme, évidemment, cela renforcera la France en son sein. Ceci intéressera aussi formidablement les firmes françaises (Matra ou Thomson, par exemple), extrêmement actives dans la recherche de nouveaux débouchés militaires. Se dessine pour elles la perspective de ventes d'armes dans toute l'Europe, et elles se positionnent favorablement pour la conquête des marchés ouverts par l'Initiative de défense stratégique aux Etats-Unis. Grâce à la politique française, il semble acquis, alors que tout le monde s'essaie à désarmer, que le surarmement soit pour demain dans la CEE.

Mitterrand ne déclarait-il pas encore, en octobre 1988 : « Je veux simplement, à ce propos, rappeler le principe que j'ai fixé : nous ne nous priverons, si nous en avons les moyens technologiques et financiers, d'aucun type d'armes qui serait détenu par les autres puissances ». Le programme Hadès (15 milliards de coût) se déroule d'ailleurs comme prévu : le 8 mars dernier, le deuxième essai fut effectué avec succès. Comment le dire plus

explicitement : pour l'Europe de 1993, la France se spécialise dans les canons.

Résister ensemble !

Comment limiter alors les désastres qu'accéléra l'Acte unique ? Par la résistance et l'offensive. Il convient que partout, en tous lieux et tous secteurs, les salariés s'arc-boutant sur les législations sociales déjà existantes luttent pour leur préservation, avec l'énergie du déses-



poir. Car une fois amorcée la déréglementation, personne ne pourra la stopper. Et dorénavant les restructurations européennes du capital nous imposent la solidarité internationale dans les luttes sociales. Il nous faut immédiatement, avec ouverture, œuvrer à resserrer les liens entre toutes les organisations ou collectifs anticapitalistes (ou de résistance face au capitalisme) en Europe. Cela ne signifie absolument pas sombrer dans un repli nationaliste frileux, ou aduler la toute-puissance de l'Etat face au capital sans frontière, à la mode PCF. Notre engagement ne peut être qu'anticapitaliste et anti-étatique. Mais s'accrocher dès à présent à des textes de lois, à des acquis du mouvement social, éventuellement entériné par la puissance publique, ne revient pas à s'agenouiller devant les structures étatiques. C'est, tout simplement, pour maximaliser nos chances de succès, mobiliser toutes les ressources à présent à notre disposition. On savait déjà que l'émancipation des travailleurs serait l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. L'Acte unique nous impose d'ajouter qu'elle ne s'élaborera plus que dans la solidarité active et non sectaire de tous les travailleurs d'Europe. Pour sauvegarder le fruit des combats passés, et pour gagner de nouveau.

Willy PELLETIER (Gr. Benoît-Brouchoux de Lille) et Philippe BOURSIER (Gr. Emma-Goldman de Bordeaux)

Amis lecteurs

Comme chaque année, le Monde libertaire cessera de paraître durant les mois de juillet et août pour reprendre son rythme hebdomadaire début septembre.

Notre numéro spécial été sortira donc le jeudi 6 juillet dans tous les kiosques, avec cette année un dossier sur la Révolution française et ce fameux bicentenaire dont on nous rebat les oreilles...

Avec un tirage de plus de 30 000 exemplaires, il sera disponible absolument partout en France et en Corse. Retenez-le donc dès à présent chez votre marchand de journaux habituel si vous passez l'été à l'écart des flux de vacanciers. Pour les autres, qui vont changer d'air quelques semaines, qu'ils se rassurent : le Monde libertaire sera présent dans toutes les maisons de la presse.

A cette occasion, nous allons éditer un petit papillon (format 9 x 13) qui représentera la « une » du numéro d'été, et qui sera disponible dès la dernière semaine de juin (gratuitement, bien sûr) à la librairie du Monde libertaire. N'hésitez pas à venir nous en demander pour faire les boîtes aux lettres de votre quartier ou de votre ville. Pour nos lecteurs de province, nous vous en enverrons par poste, moyennant quelques timbres...

Voilà comment nous comptons fêter ce bicentenaire. Sans tambour ni trompette, mais en essayant de diffuser le plus largement possible nos idées libertaires...

Voici, pour le mois de mai, la liste des souscripteurs au Monde libertaire. Surtout n'hésitez pas à suivre leur exemple : BORROZ F. (410 F); VITROC L. (60 F); TROADEC Y. (60 F); BREGÉON T. (60 F); COUTY P. (60 F); TOURENCHÉAU R. (60 F); LOUISE G. (60 F); THILL G. (60 F); FOSSE R. (60 F); PONCET (60 F); ESCUDERO Leny (60 F); DUROUY. (60 F); PLANAS H. (1 500 F); VILLER (5 000 F); NEYRAT (1 000 F); DONDON J.-Y. (100 F); JEAN-DANIEL (50 F); BONIFACE J. (60 F); ROBERT A. (60 F); JUSTINE R. (60 F); PELLETIER P. (100 F).

Total : 9 000 F Total depuis janvier 1989 : 18 334 F

Les administrateurs



GRÈVES À PARIS TÉLÉCOMS

Un autre point de vue...

LES sections CNT de Paris Télécoms présentes dans le conflit font une analyse sensiblement différente de celle réalisée par le compagnon Legrand dans le numéro 756 du *Monde libertaire*. Le souci de fournir au lecteur cette approche ne relève pas de la volonté (qui serait stupide) de polémiquer avec un militant du SUD. Simple-ment, le conflit est riche de quelques enseignements et d'interrogations pour tous ceux et celles qui tentent aujourd'hui de construire un syndicalisme réellement différent, c'est-à-dire révolutionnaire.

Le conflit de Paris Télécoms a vu se mobiliser successivement, et par-

fois simultanément, des catégories différentes des Télécoms. Si les agents du service des lignes de Paris ont obtenu l'alignement de leur régime indemnitaire sur celui de leurs collègues des CCL, il faut s'arrêter sur les mouvements qui ont suivi. Soutenus, au début, par une intersyndicale CGT-CFDT-FOSUD, les travailleurs du service général se sont mis en mouvement, de façon inégale selon les centres, pour : 1 000 F pour tous ; le retrait du rapport Prévôt (qui veut attaquer le statut du personnel des PTT) ; l'ouverture de négociations. Ceci alors que les monteurs luttaient pour des revendications pro-

Face à des revendications qui étaient communes à tous les travailleurs des PTT (1 000 F et surtout le retrait du rapport Prévôt), les militants CNT des Télécoms en grève ou de la Poste ont, dès le départ, posé le problème de l'extension pour gagner. « (...) A l'heure où ils veulent nous diviser, entre télécommunicants et postiers, ou par métiers, nous devons montrer que notre force est l'unité du personnel et de toutes les organisations syndicales pour nos revendications » (premier tract CNT-PTT de la région parisienne).

Constatant par ailleurs la montée, dans certains centres, d'orienta-

tions très corporatistes (« Nous on se retire du conflit si d'autres rejoignent le mouvement »), nous avons fait le choix, à l'intérieur du mouvement comme en dehors, de montrer les risques de dérapages corporatistes qui allaient dans le sens des projets de la boîte, qui est de diviser par métier.

« (...) Un certain nombre de collègues ont choisi de se battre par catégorie et certains syndicats n'ont pas systématiquement pu ou voulu dépasser le clivage catégoriel. Si un syndicat CNT-PTT région parisienne nous comprenons les motifs qui animaient les grévistes craignant de voir leur mouvement récupéré ou noyé dans une action plus vaste, nous pensons que l'orientation catégorielle ou sectorielle est dangereuse pour deux raisons :

1. La lutte catégorielle va aujourd'hui dans le sens des conclusions du rapport Prévôt qui envisage, dans l'avenir, de donner des avantages, primes, selon les "métiers", "fonctions", "spécificités", etc. Bien sûr, peu à peu, on perdrait d'autres "avantages" : mutations, progression du salaire à l'ancienneté. En changeant de service, on verrait son salaire modifié, cela s'appelle reconnaître la spécificité (la tête du client).

2. Choisir la voie des avantages catégoriels, c'est favoriser la division, c'est faire le jeu de ceux qui veulent nous opposer les uns contre les autres. Quelques-uns auront des miettes, alors que la masse des travailleurs des PTT sera ignorée. Il est d'ailleurs clair qu'aux PTT le service général, qui représente plus de 60% des effectifs, n'a eu droit qu'à une augmentation de 180 F à 250 F seulement aux Télécoms, et encore pas pour tous les services. Pourtant, c'est la majorité du personnel des PTT (...) » (deuxième tract de la CNT-PTT de la région parisienne).

Cette analyse, minoritaire au départ, a peu à peu été reprise par des non-syndiqués, voire des adhérents de la CGT. Même si, globalement, la CGT a très bien canalisé le conflit sur son terrain de pré-dilection, celui de la catégorie. Et, effec-

tivement, le SUD est resté dans la roue. Le problème n'est pas qu'il y ait une convergence CGT-SUD, mais ce qui est gênant c'est que celle-ci se soit réalisée sur une base essentiellement catégorielle, sans aucun esprit critique de la part du SUD.

Le syndicat CNT-PTT de la région parisienne a estimé qu'il était indispensable pour des militants ayant une orientation anarcho-syndicaliste et révolutionnaire, d'apporter des éléments de réponse à ces problèmes surgis au cœur du mouvement. Ceci dans le but de renforcer l'unité de l'ensemble des postiers et télécommunicants. Le syndicat doit, selon nous, assumer un rôle d'éducation permanente, même si, à un moment donné, des travailleurs raisonnent autrement. Si les réformistes conçoivent l'unité comme l'addition de catégories, notre conception est de rechercher l'unité sur la base des intérêts communs et notamment des plus exploités.

L'analyse de ce conflit et de l'attitude des forces en présence montre, une nouvelle fois, que l'émergence d'un syndicalisme réellement différent implique de s'appuyer clairement sur une orientation révolutionnaire précise. Faute de quoi, on tend à suivre le mouvement, à viser le renforcement pour le renforcement : l'éclatement de la CFDT-PTT en région parisienne a montré qu'il y a des raccourcis illusoire. Il en va de la nature du syndicalisme alternatif que l'on veut construire.

D'un point de vue anecdotique, il convient de souligner qu'une partie du personnel en grève de la DO Paris Nord, en occupation des locaux, a pu écouter, en direct, l'émission réalisée (1) par des copains de la CNT le mardi soir. Malgré quelques grognements cégétistes...

Jean-Pierre (Télécoms-Paris, CNT), Jean-Paul (Poncelot-DOTRM-Paris, CNT) et Raphaël (Poste-Paris, CNT)

(1) Emission « Radio Libertaria », tous les mardis de 20 h 30 à 22 h 30 sur Radio-Libertaria (89.4 MHz en région parisienne).

UNITE DES REVENDICATIONS



UNITE KEZACO

MÉTÉO

Aujourd'hui, orage...

MARDI 13 juin, ils étaient venus, ils étaient tous là ou presque... Cinq cents « météos », dont 250 venus de province, ont manifesté de l'Alma au ministère des Transports, boulevard Saint-Germain, pour obtenir l'ouverture de négociations sur leurs statuts (voir *Monde libertaire* du 8 juin).

Cinq cents sur 3 000 « météos » répartis sur 150 villes, cela fait du monde : quant au poids du nombre, seul le blocage du boulevard Saint-Germain a permis l'obtention d'une entrevue.

Une nouvelle fois, le ministère a affirmé que rien n'était négociable : les statuts proposés, le passage en budget annexe de la Météorologie nationale, le recrutement avec un diplôme Bac + 2 pour les futurs techniciens et le service minimum formaient un tout cohérent, s'inscrivant dans « la

politique de modernisation de la Fonction publique ».

Donc rien de nouveau, sous le soleil du mois de juin, pour un mouvement qui avait débuté le 7 juin par une grève générale et s'était poursuivi par des grèves des secteurs clés (informatique, maintenance et prévision), financées par le reliquat des caisses de grève de février et par l'ouverture de nouvelles souscriptions chez les grévistes.

Face à la continuité de l'intransigeance gouvernementale, le mouvement n'a pu que se durcir. A Paris, le durcissement a atteint son maximum. Le 9 juin, il s'est traduit par la « coupure » totale des liaisons météo internes et internationales : plus d'élaboration de prévisions et aucune observation communiquée aux météo étrangers d'où, fatalement, une baisse de qualité de leurs modèles de prévisions...

Et pourtant, à la télévision et à la radio françaises, des bulletins sont diffusés avec plus ou moins de « recul ». La palme de la mauvaise foi étant décernée aux chaînes publiques, qui ne citent pas leurs « absences » de sources...

Le durcissement des météo de province se traduit notamment par l'envoi de délégués pour renforcer les piquets de grève parisiens qui incitent quelques non-grévistes des secteurs clés à rentrer chez eux, et cela est assuré pratiquement 24 heures sur 24.

L'obligation de réserve des fonctionnaires est quelque part transgressée par des répondants météo qui informent les usagers locaux des motifs de la grève actuelle...

Mille initiatives fleurissent : comme les copines des crèches parisiennes en grève, les météo ont fait le porte à porte des médias et ça paye ! Le blocage d'une exposition météo, où 1 500 personnalités étaient conviés, a provoqué deux kilomètres de bouchon à Toulouse ; dans le Nord-Est, Rocard a vu surgir une banderole des météo en grève ; des tracts ont été diffusés dans les aéroports, au salon du Bourget.

Mais tout cela n'a encore entraîné aucune esquisse d'ouverture ministérielle, et le moral a tendance à décliner. La démarche sectaire et électoraliste du PCF/CGT, appelant à voter Herzog aux européennes, les attitudes frileuses de FO vis-à-vis des piquets de grève et autres actions aux marges de la légalité, et le pragmatisme à la mode qui gagne la direction CFDT font que ce conflit laissera bien des déçus sur le carreau. Plus particulièrement tous ceux, en majorité CFDT et non-syndiqués, qui se sont investis dans une action revendicative qui ne signifiait pas la capitulation...

A. CYCLONE



PARIS

Crèches en grève

DEPUIS le 31 mai, date de leur première journée de grève, les personnels des crèches parisiennes attendent de messieurs Chirac et Evin une réponse à leurs revendications.

Ces derniers, jusqu'à aujourd'hui, se renvoient le bébé ! La mairie de Paris clame qu'il est de la responsabilité du gouvernement de satisfaire les éducatrices ; Joxe et Evin dénoncent, de leur côté, le refus du maire de la capitale à prendre en compte les difficultés des auxiliaires de puériculture. Une manière comme une autre pour eux de se défilier.

L'argument juridico-administratif d'un statut particulier à la ville de Paris ne sert ici que de paravent à une logique identique : ne rien accorder aux personnels. En effet, qu'ils dépendent du maire ou du ministre, pour les personnels, cela revient au même. Comme dans toute la Fonction publique ou le secteur privé, les salaires du secteur social sont plutôt peu élevés de 4 600 F — en début de carrière — à 6 200 F pour les crèches, les conditions de travail peu réjouissantes : manque d'effectifs, formation insuffisante, déqualifications. Là, Chirac, ancien Premier ministre, ou Rocard, le « tout nouveau », ont la même responsa-

bilité. Le social coûte toujours trop cher. Il faut économiser. Peu importe que l'on s'occupe de jeunes enfants, l'essentiel est de maintenir les budgets. Surtout ceux qui ne rapportent rien ! Investir en Bourse ou dans les fêtes du bicentenaire, c'est mieux ! Les enfants peuvent attendre, les profits d'abord !

Depuis quatre semaines, dans les crèches, eux, se ras-le-bol ! Assemblées générales, pétitions, manifestations, les éducatrices ont multiplié les initiatives à l'appel de l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-autonomes. Cette semaine, elles seront encore en grève. Lundi, elles se réunissent à la Bourse du travail. A la veille des vacances d'été, la détermination des personnels est forte, malgré l'attitude de certaines mairies d'arrondissement qui mettent en place des garderies parallèles. Les parents, eux, s'organisent, certains, pas encore assez nombreux, ont décidé de soutenir les personnels et de ne pas payer les prestations journalières. Cette solidarité est porteuse d'avenir. Souhaitons qu'elle s'étende et permette aux personnels des crèches parisiennes de gagner.

Alain PHANTYL

DANS nous pin s tabous de Attendez l'enjeu du tu en reveni r mation univ Vraiment, compris ! C une fois on conservatis pas, pour s du renovat ne sont pas dire qu'ils s dir leurs sa une discipli pratique pé n certain r déjà mis le versités ! C sûrement q tie prenant

Brève écolo

• KAKI. L'armée fra fait pêter u dans le so Néo-Zélan puissance kilotonnes que celle o grande mu d'annonce défense. C l'homme ?

• REMAKI. Des solvat usaogés s prix aux in dans des o de carbur raffinerie, stations-se depuis de Etats-Unis le FBI). Le

l'Environn contrôles : (dont les o ont été fet carburant) le même o dans le Li Vauclose, nouvelles affaire. C' économique

• POLITI. Le minist a suspens barrage d le Monde élections Mais pou (dont les o) le donné.

• EXXON. Il ne s'ag noire en n ne parlen de l'Exco dans les et Le Hay unité de chemical au nivea Dame-de ouvriers brûlés. L' 90%. L'e un résen long sur plusieurs hauteur, serait dis n'y aurat pollution

C. D. (E

ÉCOLES NORMALES

On efface tout et on recommence

DANS le Monde du 14 juin, nous apprenons que M. Jospin se lance à l'assaut des tabous de l'Éducation nationale. Attendez donc de connaître l'enjeu du tabou, vous n'allez pas en revenir : c'est associer la formation des enseignants à une formation universitaire.

Vraiment, M. Jospin, t'as rien compris ! Ou peut-être qu'encore une fois on a envie de mettre du conservatisme là où il n'y en avait pas, pour se donner l'apparence du rénovateur. Les enseignants ne sont pas parmi les derniers à dire qu'ils ont besoin d'approfondir leurs savoirs théoriques dans une discipline et d'améliorer leur pratique pédagogique. Et même, un certain nombre d'entre eux ont déjà mis les pieds dans des universités ! C'est une bonne chose sûrement que l'université soit partie prenante dans la formation des

enseignants. Mais attention, ce n'est pas sur le banc d'un amphithéâtre que l'on apprend à faire de la pédagogie. Car à ce niveau-là, ce sont bien des problèmes pédagogiques sur la formation de formateurs dont il est question.

La formation des enseignants

Les Ecoles normales ne correspondent pas à ce que l'on peut attendre d'une formation d'enseignants, parce qu'elles sont trop infantilisantes, parce qu'elles n'individualisent pas suffisamment leur enseignement suivant les besoins de chacun, parce que l'articulation avec le terrain y est mal pensée, parce qu'une évaluation formative ne devrait pas y être un vain mot, parce qu'elles ne sont pas des lieux de recherche pédagogique, parce qu'elles sont trop cloisonnées, elles sont devenues pour les normaliennes et normaliens un haut lieu de l'ennui.

La liste des critiques est longue, tout est à transformer... à repenser. Et cela, M. Jospin le sait bien, l'an dernier les normaliennes et les normaliens ont déposé sur son bureau une série de propositions et de réflexions sur les Ecoles normales. Mais il a préféré convoquer cette année les délégués des con-

seils de formation départementaux à une consultation (les convocations avaient été envoyées pendant les vacances de Pâques, cela laissait en tout et pour tout trois jours aux normaliens pour préparer les débats). Résultat : les comptes rendus des commissions de travail sont d'une nullité affligeante. Les normaliens ont demandé à ce que cette consultation soit différée pour que les thèmes puissent être débattus dans les Ecoles normales, les représentants du ministère ont refusé. Mais c'est dans ces conditions que seront créés les Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Ce n'est pas l'an dernier, alors que le mouvement était en pleine effervescence, que l'on a proposé une concertation...

Formateur de formateurs

Mais on ne s'improvise pas formateur de formateurs, et l'université ne remplira pas ce vide-là. Les choses sont plus complexes.

La formation n'est pas une recette de cuisine où l'on mélangerait un peu d'université, un peu d'École normale, un peu de stages sur le terrain. Quels sont les réels enjeux d'une formation de qualité ? Il faut arriver à repenser les liens entre recherche pédagogique, savoirs théoriques et prati-

que de terrain pour les articuler. Pour ce qui est des relations avec le terrain, Jospin reste très allusif et rien de tangible ne se dessine. L'université est-elle prête à assurer cette formation de formateurs ? Ce n'est pas si sûr. Faut-il renvoyer les professeurs d'École normale dans les collèges et lycées ? Faut-il améliorer leur formation et comment ? Le projet d'Instituts universitaires de formation des maîtres n'est pas clair.

Jospin déclare que les IUFM seront académiques. On va supprimer les petites unités départementales pour en faire des grosses, plus centralisées. On pense souvent le rôle des IUFM dans le cadre de la formation initiale et pas en terme de formation continue, comme si c'était des produits finis qui sortaient de toute formation. Dans un métier où l'isolement est si criant, supprimer ces petites unités aura des conséquences graves. D'autre part, les petites unités ont le mérite de garder une dimension humaine, ce n'est pas négligeable dans un métier où l'on est censé entretenir continuellement des relations sociales pour lesquelles nous ne sommes pas formés.

Un gros gâteau

La formation des enseignants ressemble à un gros gâteau dont

chacun veut sa part (les universités, les Ecoles normales, les inspecteurs départementaux, etc.) et le tout avec un minimum de frais pour le gouvernement. Pourtant, ce dernier n'hésite pas à dépenser des millions pour organiser un examen oral à la fin des deux années d'École normale. La lutte qui s'était engagée l'an dernier avait réussi à supprimer les épreuves de fin d'enseignement, sauf cet oral stupide et imbécile portant sur le rôle social et administratif de l'instituteur. Demeure également ce très cher classement destiné à nous mettre en compétition les uns avec les autres. Lundi 12 et mardi 13 juin, à Livry-Gargan se déroulait cette épreuve terminale orale. Elle fut très largement boycottée, la plupart des candidats ont demandé la note « 0 » au jury, et nous invitons tous les normaliens et normaliennes à en faire autant lors de cette épreuve.

Monique FIGAROL

Brèves

écologiques :

• KAKI.

L'armée française aurait encore fait péter une bombe nucléaire dans le sous-sol de Mururoa. Les Néo-Zélandais évaluent la puissance de la bombe à 15 kilotonnes (la même puissance que celle d'Hiroshima). La grande muette s'est bien gardée d'annoncer cet essai : secret défense. Qui parle de droits de l'homme ?

• REMAKE.

Des solvants et des huiles usagées sont rachetés à bas prix aux industriels, mélangés dans des camions-citernes avec du carburant sortant des raffineries, et revendus aux stations-service. Le trafic durait depuis deux ans, entre les États-Unis et le Canada (selon le FBI). Le ministre canadien de l'Environnement a annoncé des contrôles sévères à la frontière (dont les deux tiers des postes ont été fermés à l'importation de carburant). La SOLIC pratiquait le même genre de commerce dans le Limousin, le Tarn et le Vaucluse. Nous n'avons pas de nouvelles des suites de cette affaire. C'est le libéralisme économique...

• POLITIQUE.

Le ministre de l'Environnement a suspendu les travaux du barrage du Serre-de-la-Fare (voir le Monde libertaire n° 751) ; élections européennes obligent ! Mais pour le barrage de la Borie (dont les médias n'ont pas parlé), le feu vert vient d'être donné.

• EXXON NEWS.

Il ne s'agit pas de la marée noire en Alaska, dont les médias ne parlent plus ; il ne s'agit pas de l'Exxon Houston échoué dans les îles Hawaï ; cela se passe en France, entre Rouen et Le Havre. Dernièrement, une unité de production d'Exxon chimique a violemment explosé au niveau du bloc 19, à Notre-Dame-de-Gravenchon. Deux ouvriers ont été très grièvement brûlés, l'un à 50%, l'autre à 90%. L'explosion aurait projeté un réservoir (de huit mètres de long sur deux mètres de large) à plusieurs dizaines de mètres de hauteur, à la suite de quoi il se serait disloqué. Officiellement, il n'y aurait aucun risque de pollution...

C. D. (Evreux)

OBJECTEUR INSOUMIS

L'objectif de Gérard Caro

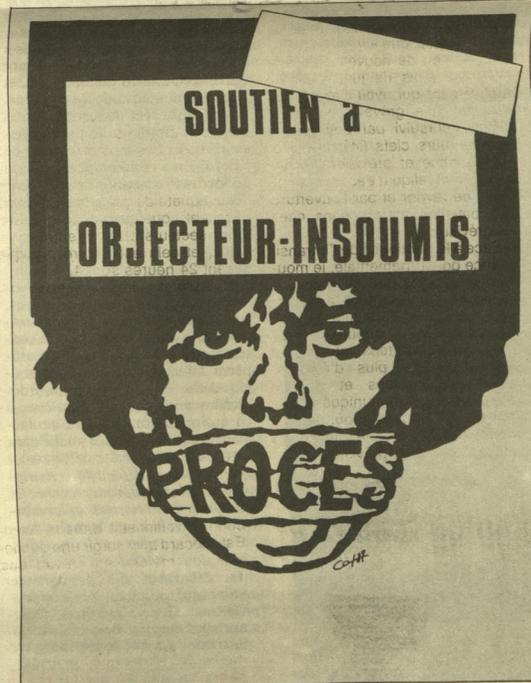
GÉRARD CARO a 26 ans, Montpelliérain, est objecteur insoumis persécuté (encore un !) ; en effet, c'est le 3 mai dernier qu'il s'est vu rejeté son pourvoi en cassation, à Paris. Avec un premier verdict en première instance plus qu'optimiste — la relaxe, ni plus ni moins — auquel la procureur n'a pas manqué de faire appel, c'est par contre le juge borné et répressif de la cour d'appel qui décide du retrait du statut d'objecteur, ainsi que de la privation des droits civiques pendant cinq ans.

Gérard Caro tente donc un pourvoi en cassation. A cette étape, c'est bien la première fois qu'un pourvoi est rejeté pour un objecteur insoumis qui se retrouve par conséquent sans statut. L'objectif de Gérard Caro, dans l'immédiat : tenter un recours en cour européenne, dernier stade de la juridiction, avec l'aide de son avocat maître Roux.

Ce serait là une première (encore une), car celle-ci entrerait dans l'histoire de la lutte des réfractaires à l'armée ; en effet, accéder à la cour européenne signifie comparer les articles du code du service national avec la Convention européenne des droits de l'homme (article 14), mais aussi accepter les principes de la liberté d'expression et d'opinion (articles 9 et 10) dont les réfractaires, en France, sont privés. Gérard Caro en est la preuve par excellence.

Par conséquent, à ce stade de la lutte, la Convention européenne ne peut qu'aller en faveur des convictions des antimilitaristes qui luttent pour la liberté d'opinion. En 1989, année du bicentenaire ; des droits de l'homme et des libertés individuelles, disiez-vous ?

Donc, en ce qui concerne la procédure, rendez-vous dans quelques mois pour ce prochain épisode. En attendant, le Comité de soutien aux insoumis de Montpellier envisage plusieurs actions, d'une part, pour informer le grand



public de la situation actuelle de cet objecteur montpelliérain d'autre part, financer les procès et surtout le prochain qui coûtera cher ; à ce sujet, des cartes de soutien à Gérard Caro sont toujours en vente au comité.

Dans l'immédiat, stands d'information — et, le 17 juin, un grand tournoi de tarot — auront lieu à la Maison du tiers monde de Montpellier. Car dans les semaines à venir, c'est d'abord un ordre de route pour incorporation au service militaire que recevra Gérard Caro et, après cette date, ce sera

le tour de la gendarmerie avec qui, cette fois, Gérard devra jouer à cache-cache (pendant combien de temps ?).

A ce sujet, un appel est lancé à tous, militants, sympathisants antimilitaristes et autres, pour une mobilisation en vue d'une action très spectaculaire. A suivre de près...

P. L.

Comité de soutien aux insoumis, 849, rue de Centrayrargues, 34000 Montpellier (tél. : 67.64.57.99).

PERPIGNAN

Une mairie pour le FN ?

AU soir du premier tour, dans le IV^e canton de Perpignan, P. Sergent est bien arrivé en tête avec un peu plus de 30% des votants. Il devançait la candidate UDF (29%), le PS (16%), le RPR (15%), le PCF (5%) et deux comparés (3%).

Un taux d'abstention important de 59% interdisait au PS et au RPR d'être présents au second tour (1) !

C'est cette donnée inattendue qui a permis à la droite classique de sauver son siège. L'UDF l'a remporté avec un peu plus de 53% des suffrages exprimés, contre près de 47% au Front national.

Ce qui est remarquable, c'est que les électeurs se sont déplacés en plus grand nombre au second tour (près de 5% en plus) et que les consignes du PS qui étaient de « tout faire pour barrer la route au FN » ont été entendues... et suivies ! Quant au RPR, son appel du bout des lèvres et en se pinçant le nez pour « voter Amiel » relevait plus de la manœuvre politique que de la démarche sincère...

Malgré tous ces appels en défaveur du candidat « extrémiste », l'ex-capitaine Sergent de l'OOAS-Méto augmente son capital-voix de 812 unités d'un tour à l'autre (2).

Une triangulaire avec le PS en plus assurait sans aucun doute possible la victoire à l'extrême droite, car il est probable que près de 80% de l'électorat du RPR s'est reporté sur le FN le 4 juin.

Comme nous l'indiquions dans le Monde libertaire du 1^{er} juin, ce qui est maintenant en jeu, c'est l'équilibre municipal de Perpignan. Une élection anticipée, faute de majorité UDF-RPR ferait passer la mairie dans les mains du FN ou entraînerait une recomposition de la majorité sur la ville avec un rapprochement du PS, des centristes et d'une partie de l'UDF... Ce ne sont que supputations aujourd'hui, mais cela pourrait s'avérer très rapidement réalité !

EDWARD (Perpignan)

(1) PS et RPR ont réalisé chacun moins de 10% des inscrits au premier tour. C'est le seuil nécessaire à la participation pour le second.

(2) Sur 11 888 inscrits, 5 378 sont allés voter au deuxième tour. Le FN passe de 1 530 à 2 342 voix.

SERVICE NATIONAL

Oui, abolir la conscription

Oui, le service militaire peut être supprimé. Oui, la conscription, toute forme de conscription, doit être abolie parce qu'elle est une atteinte aux libertés, corvée étatique, fabrique de chair à canon. Parce qu'elle est, aussi, creuset du nationalisme, formatrice de comportements liberticides, apprentissage de la soumission. Parce qu'elle sert, enfin, d'alibi démocratique, voire « populaire », au militarisme.

Réclamer la suppression immédiate et totale de l'armée, mener campagne pour son abolition, c'est alors porter atteinte à l'esprit de défense, ce patriotisme new look cher aux « décideurs » politiques comme à certains piètres politiciens autoproclamés non-violents. C'est porter atteinte au fameux consensus, cette union sacrée belliciste. Donc contribuer à saper les fondements du militarisme et de la collaboration de classes.

M. A.

EN faisant de chaque homme un soldat, la généralisation du service militaire avait, à la fin du XIX^e siècle, préparé les massacres les plus meurtriers de tous les temps : la guerre des masses née de la Révolution était à la fois guerre des dupes et guerre totale. Depuis 1945, le fait technologique, l'avènement de l'armement nucléaire, ont remis en cause le principe de la supériorité numérique. La finalité principale du service militaire, qui était depuis 1872 d'instruire militairement tous les hommes valides pour qu'ils soient, lors d'une mobilisation, aptes à combattre, s'est évanouie. Les conditions de la guerre moderne rendent, sinon impossible, du moins fort improbable le recours aux armées de masse. Et les plans de mobilisation, s'ils organisent la militarisation des travailleurs, ne prévoient plus, par exemple, en France, que le doublement des effectifs militaires. Douze fois moins qu'en 1940. En bref, la conscription n'a plus stratégiquement de raison d'être. L'ère des gros bataillons et de l'impôt du sang est révolue, tandis que les victimes des conflits sont de plus en plus souvent des civils, femmes et

militaires et quelques réformateurs s'étaient risqués à demander la disparition de cette institution archaïque. Au grand dam des adeptes de l'encasernement généralisé soucieux de préserver ce qu'ils présentaient comme une « tradition » républicaine. Comme si l'enrôlement forcé n'avait pas été pratiqué, bien avant la Révolution, sous des monarchies, de la Suède à l'Espagne, des tsars à Louis XIV. Comme si le nazisme et le stalinisme ne s'étaient pas appuyés, et avec quelle efficacité, sur la militarisation de la jeunesse.

L'utilisation de la Cour de sûreté de l'Etat contre les tenants d'un syndicalisme de caserne devait rapidement étouffer tout débat. La remise en cause de l'obligation du service redevenait un sujet tabou entre tous. La persistance des mythes attachés à la conscription était telle que, de crainte de passer pour de fieffés réactionnaires, très rares étaient ceux qui osaient s'interroger sur son utilité. A peine Pierre Messmer s'y risquait-il, après avoir longtemps été en charge d'une armée de conscription aux effectifs fort nombreux, du temps de la guerre d'Algérie. Le 5 mai 1976, le

même Valéry Giscard d'Estaing qui, aujourd'hui, relance le débat en se déclarant partisan du « passage à une armée professionnelle », de la « disparition du service militaire ». Ce n'est ni le premier ni certainement le dernier « décideur » politique à dire ou faire exactement le contraire de ce qu'il fait ou dit. Jacques Chirac avait à peine quitté l'Hôtel Matignon qu'il constatait, dans une interview à l'hebdomadaire *Tintin* : « (...) l'armée moderne exige une réforme qui conduise à passer de la conscription au volontariat. » (cité par *Le Monde* du 28 décembre 1976). Tous deux avaient eu un illustre prédécesseur : le général de Gaulle qui, dès 1934, signait un ouvrage précisément intitulé *Vers l'armée de métier*. Trêve d'ironie, donc. Car ce n'est plus le chef de l'Etat qui s'exprime aujourd'hui, mais le candidat au Parlement de Strasbourg et, qui sait, le futur candidat à la « présidence » de l'Europe.

Situation différente à plus d'un titre. Peut-être parce qu'il n'est pas sans intérêt pour un candidat en quête de suffrages de répondre à l'évolution des mentalités et, particulièrement, au vœu des jeunes électeurs qui ne goûtent guère les joies du maniement d'armes dans la cour d'une caserne. Le candidat Mitterrand n'avait-il pas, pour sa part, promis en 1981 la réduction de la durée du service militaire et civil à six mois ? Sans doute, aussi, parce que cette initiative permet à celui qui ne fait pas mystère de ses ambitions européennes de prendre date pour l'avenir. Non sans raison : la technologie, les conditions internationales orientent la politique des Etats industrialisés vers un abandon du système des nations armées. Les initiatives de désarmement prises à l'Est amèneront à moyen terme une déflation des effectifs militaires, et il est peu douteux que les gouvernements choisissent de renoncer à des conscrits plutôt qu'à des professionnels. Enfin, la construction de l'Europe va s'accompagner d'un déclin des Etats-nations nés, comme l'extension du service militaire en Europe continentale, de la Révolution.

Réaliste, la proposition inattendue de Giscard a un mérite certain : celui d'avoir immédiatement provoqué des réactions qui transcendent, cette fois, les clivages politiques traditionnels. Modernistes contre conservateurs ? Jacobins contre Euro-péens ? Technocrates contre nostalgiques du « bon vieux temps » des copains de régiment ? Peut-être, à en croire ce commentaire de Jacques Isnard au sondage publié dans *Le Monde* du 23 mai : « Plus on est âgé et plus on défend la conscription, qui recrute des adeptes chez les agriculteurs, les retraités et les inactifs. » Il serait à tout le moins souhaitable qu'aux affirmations péremptives succède un vrai débat, enfin débarrassé des préjugés et mythes qui occultent le fond du problème. Il ne s'agit pas, il ne s'agit plus en effet de remplacer la conscription par une armée de métier.

L'armée de métier existe déjà

Recrutements massifs de techniciens nécessaires à la maintenance de systèmes d'armes complexes, professionnalisation de certaines unités destinées à intervenir en Afrique et dans le bassin méditerranéen ; l'augmentation du nombre de professionnels du métier des armes est, en Europe, générale. J'ai calculé la proportion des conscrits dans les armées européennes d'après les données du *Military balance*. Les résultats sont éloquentes : 44% de conscrits en France, 28,6% au Danemark, 33%



en Belgique, 46% aux Pays-Bas, etc. Des proportions comparables, aussi, à celles des pays de l'Est : 51% en URSS, 53% en RDA, 54% en Hongrie, etc.

Une armée dite « de » conscription

L'armée dite « de » conscription est, de fait, majoritairement composée de militaires de carrière et d'engagés. Charles Hernu, qui se dit « à titre personnel » favorable à une armée de volontaires — quand il n'est pas en charge du ministère de la Défense —, Charles Hernu donc constatait déjà en 1975 : « On abuse en effet des mots : il n'y a pas vraiment aujourd'hui conscription généralisée, mais déjà un service national qui sert de valet de pied à l'armée de métier. » (Charles Hernu, *Citoyen-soldat*, Flammarion, 1975, p. 165).

L'alternative conscription ou armée de métier est, en définitive, un faux dilemme. L'armée de métier existe actuellement en France, à côté du contingent, occultée par l'alibi de la conscription. Le seul choix des gouvernants est celui de la proportion de professionnels. Nous n'avons pas, pour notre part, à nous déterminer en fonction de la raison d'Etat, à choisir entre la peste ou le choléra. C'est le militarisme qu'il faut supprimer, et la conscription qu'il faut abolir, aussi. Ne serait-ce que parce que c'est possible, dès demain. Et que la fonction à proprement parler militaire de la conscription aujourd'hui est de servir de caution démocratique à des choix dits de « défense » qui relèvent de la prise d'otages.

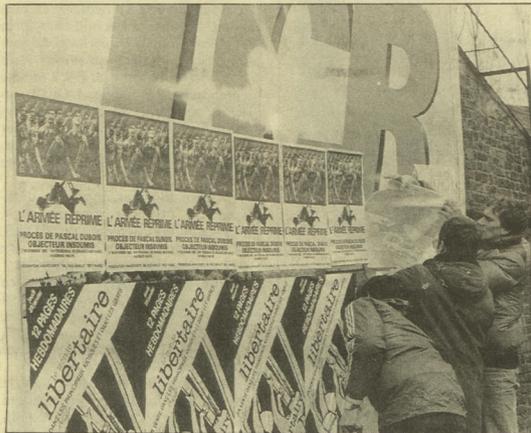
Tous ceux qui ont peu de sympathie pour les Rambo des casernes et autres D'Folamour de l'atome devraient, sans nul doute, s'offusquer de l'existence de l'armée de métier, la dénoncer. S'en inquiéter ? Une armée de volontaires, de techniciens, serait-elle forcément plus dangereuse ? Grave sujet qu'il serait nécessaire d'étudier sérieusement, pour dépasser les clichés d'une armée prétorienne, d'une armée de coups d'Etat.

Il serait, bien sûr, illusoire de penser que les militaires professionnels ont à tout jamais renoncé à l'idée de conduire la politique des peuples qui les entretiennent grassement. Le nombre de coups d'Etat qui, dans le monde, mettent en place des dictatures galonnées, ne cesse d'être inquiétant. L'existence

du contingent est-elle, alors, un « mal nécessaire », un frein aux « aventures » militaires ? Las, ces régimes connaissent, le plus souvent, des forces armées largement constituées d'appelés. A considérer la place occupée, par exemple, par les appelés grecs en 1967, par les soldats chiliens en 1973 ou par leurs homologues polonais en 1981, on peut douter de l'efficacité du contingent à faire échec aux coups de force militaires. Comme nous le confirment hélas ! les récents événements chinois, le lien armée-nation est une vaste fumisterie. Et une mystification aux conséquences terribles : l'armée « du » peuple, ou prétendue telle, sait aussi tirer sur le peuple. Si on le lui ordonne et l'y prépare.

A l'inverse, les authentiques armées de métier de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis ou du Japon, par exemple, ont-elles jamais menacé les libertés ou fomenté des coups d'Etat ? N'en déplaise aux jacobins et autres falsificateurs de l'histoire, la conscription n'est pas plus « républicaine » ou « démocratique » que cette institution spécifiquement française qu'est le « rasoir national » du célèbre docteur Guilloin.

Les dangers qui menacent nos libertés et nos vies sont, sans doute, d'une autre nature : le poids du lobby militaro-industriel, par exemple, comme l'atteste l'affaire du dernier contrat d'armes de Dassault avec l'Irak ; la terrible accoutumance à la préparation de l'holocauste nucléaire, aussi. Ce n'est plus l'armée de caste du XIX^e siècle, conservatrice et cléricale, mais plutôt la militarisation de l'économie, de la recherche. Et des esprits. En laissant accroire aux civils et contribuables que nous sommes que les sacrifices exigés de nous sont nécessaires. En nous présentant leur « défense nationale » comme nôtre. En nous cachant ce que dénonçaient fort bien Jacqueline Grapin et Jean-Bernard Pinatel voici quelques années : « Capables d'infliger de terribles représailles aux populations ennemies, les armes modernes sont quasiment impuissantes à protéger les ressortissants nationaux, aussi bien collectivement qu'individuellement. » (1). Ce que se fait fort de nous cacher le même Pinatel, depuis qu'il est devenu général et même responsable du SIRPA, l'officine de propagande militariste !



enfants notamment. Techniquement, le service militaire pourrait, peut, doit même être supprimé, à l'instar de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. De cela nos concitoyens sont de plus en plus conscients, comme l'attestent de récents sondages.

Le lien privilégié entre l'armée et la nation

Voici une quinzaine d'années, partisans et adversaires de la conscription échangeaient déjà leurs arguments par médias interposés : le mouvement de la jeunesse contre la suppression des sursis, puis le développement des comités de soldats, inquiétaient une partie des

chef de l'Etat tranchait, dans une interview accordée à TF1 : « Alors vous me dites : pourquoi pas l'armée de métier ? Pour deux raisons : la première est qu'une armée de métier en France serait une armée peu nombreuse », pour des raisons budgétaires, moins nombreuse en tout cas qu'une « armée allemande ». « La deuxième raison est que l'armée de métier, qui serait certainement une armée de très bonne qualité, serait une armée humainement coupée de toute la nation. » L'affaire était entendue : le service militaire resterait le lien privilégié entre l'armée et la nation.

Il serait facile d'ironiser sur les contradictions et revirements des hommes politiques. Car c'est le

Oui, esprits l'exact nation démens préten les éco tout pr

OU C

Peu bien d propos vice m pagnai vice na qui de types l'envin l'étran un cer caracté position Cheven formul (sécuri péens aux ha ment). tant co loir re par un per le l'un d conscri faisant conscr « déci

D milit l'imp cons dans ses (b mis, pacif vem trou l'obj sauc De dans tion que cont terra cons teurs rares moind durc teurs dues des Ma vran prati on pour plus préc Ap men éait ce m nir : de C de la été l Le y ont à la l'abc la pe de t

SERVICE NATIONAL

Oui, abolir la conscription

•••

Oui, c'est la militarisation des esprits qui est fort dangereuse. Par l'exacerbation du « sentiment national » rebaptisé « esprit de défense » ; par la pénétration des prétendues valeurs militaires dans les écoles, sous couvert d'instruction civique ; par la perpétuation à tout prix du service national.

Service civil ou corvée moyenâgeuse ?

Peu d'observateurs ont, et c'est bien dommage, remarqué que la proposition de suppression du service militaire par Giscard s'accompagnait d'une suggestion : « Le service national devient un service civil qui devrait servir par priorité trois types d'actions : la protection de l'environnement en France et à l'étranger, l'aide au tiers monde et un certain nombre de missions de caractère social ou éducatif. » Proposition guère éloignée du souci de Chevénement de créer de nouvelles formules civiles du service national (sécurité civile, « volontaires européens du développement », aide aux handicapés, tâches d'enseignement). Projets convergents et pourtant contradictoires : l'un dit vouloir remplacer le service militaire par un service civil, l'autre développer le service civil pour perpétuer l'un des mythes fondateurs de la conscription (l'égalité) et tenter, ce faisant, de maintenir à tout prix la conscription. Convergence des « décideurs » politiques parce que

si le service militaire ne leur est plus utile, la conscription leur rend encore bien des services.

L'idée d'un tel service civil n'est pas nouvelle et, depuis les « Chantiers de jeunesse » du régime de Vichy, maints projets ont vu le jour, tant à la Libération (l'armée française était en quête de crédibilité), après 1968 (et son mouvement social), après 1973 (le mouvement contre la « loi Debré ») qu'après 1974 (et l'apparition des comités de soldats). En bref, chaque fois que l'armée a voulu restaurer son image de marque, détourner la contestation de la jeunesse. Etendu pour certains aux jeunes femmes, limité pour d'autres à nombre de conscrits exemptés faute de « besoins », ce service civil serait, bien sûr, mieux accepté par les appelés.

Le retour de la corvée royale

Mieux accepté, et sans aucun doute d'une utilité sociale et humaine moins contestable que l'encasernement. Mais un tel « service » n'aurait-il pas pour fonction de remédier à peu de frais aux carences sociales les plus criantes, de masquer les responsabilités et les choix politiques de ceux qui, en période de chômage massif et de misère croissante, offrent à la gent galonnée le plus important des budgets ? Sous ses atours modernistes, le service civil est terriblement traditionaliste, pour ne pas dire rétrograde, réactionnaire. Une simple



survivance des corvées dues, au Moyen Age, à l'Eglise et au seigneur ; un retour de la corvée royale abolie par la Révolution.

Pour avoir longtemps exercé des responsabilités syndicales dans une association accueillant des objecteurs en service civil, je ne puis qu'approuver la décision responsable d'objecteurs qui n'acceptent pas ces TUC obligatoires. Et m'insurger que certains soient cyniquement condamnés, comme notre ami Bruno Guilloré, qui purge une peine de 12 mois d'emprisonnement à la maison d'arrêt d'Amiens. Car l'utilisation de cette main-d'œuvre gratuite, sans aucun droit et corvéable à merci du fait de la conscription, me paraît à proprement parler scandaleuse. Service civil donc utile ? Mais c'est un bien mauvais service rendu aux salariés du secteur associatif que de les licencier pour le remplacer par de jeunes appelés sans droit de grève ni rémunération décente. C'est un bien mauvais service rendu à la justice sociale et à la paix que de prétendre remédier de la sorte aux besoins sociaux les plus urgents quand des sommes colossales sont gaspillées à entretenir les parasites militaires et leurs engins de mort.

A dire vrai, il n'est pas surprenant que les politiciens partisans ou adversaires du service militaire se retrouvent d'accord pour créer des services nationaux civils, pas davantage surprenant, non plus, que les employeurs d'objecteurs en quête de main-d'œuvre gratuite fassent la promotion du service civil. Il est, en revanche, plus que temps que les objecteurs conscients sortent de leur angélisme pour se poser d'utiles questions.

Je ne vois guère, en effet, en quoi les tâches que la plupart des objecteurs accomplissent pendant leur « service » diffèrent radicalement de celles qui pourront être proposées largement à d'autres appelés dans quelques mois. Mêmes tâches, même cadre, même finalité, mêmes fonctions. J'ai tendance à penser que le « service » civil imposé aux réfractaires n'est qu'un service de substitution, qu'une forme de conscription qui légitime l'encasernement de la majorité des jeunes hommes. Et sert d'alibi au militarisme.

Que l'on m'entende bien : le droit à l'objection, à tout moment pour tous motifs, le droit à l'objection comme droit fondamental de l'homme n'en devra pas moins être défendu et élargi ; et les objecteurs en lutte être soutenus, quand ils mèneront des luttes. Mais les réformes en cours vont sans doute précipiter la nécessaire dissociation entre le service civil d'une part, l'objection d'autre part. Il y a, il y aura bientôt en plus grand nombre, des appelés en service civil : dans le secteur social, la police, la santé, la coopération néo-colonialiste, etc. Et nous œuvrerons nécessairement

avec ceux d'entre eux qui sauront se manifester concrètement comme des objecteurs. Au sens historique du mot, comme des résistants à la guerre et à sa préparation ; comme des résistants à la militarisation de la société.

L'évolution du service national peut — devrait, me semble-t-il — nous aider à nous poser quelques questions essentielles. Par exemple : l'exécution de tâches dont la nature et la durée sont imposées par l'Etat, le lieu non choisi et la rémunération sans aucun rapport avec le travail accompli, cela ne s'apparente-t-il pas, au fond, avec les corvées de l'Ancien Régime, les Chantiers de jeunesse de Pétain, le Service du travail obligatoire nazi ou le travail forcé, quel qu'il soit ? Si besoins sociaux il y a à satisfaire — et besoins sociaux il y a, urgents, cruciaux — ne serait-il pas plus cohérent de créer des postes budgés-

naires ? Préférable de revaloriser correctement les salaires des enseignants plutôt que d'envoyer des appelés les remplacer dans les lycées ? De créer des emplois utiles plutôt que de financer la fabrication de chars Leclerc et autres Rafale, aussi inutiles que dangereux ? Choix de société, sans doute. Qui serait un excellent service rendu à nos concitoyens. A la justice sociale et à la paix.

L'heure est venue de s'interroger, comme le faisaient les insoumis d'ICI : « Qu'est-ce qui justifie de faire son "service" entre 18 et 21 ans ? S'il y a des raisons de servir effectivement la communauté humaine, alors ce doit être un service de toute notre vie. C'est mépriser les Français que ne pas reconnaître dans les faits que leur vie, leur travail de tous les jours est une contribution valable à l'effort commun de notre société (...) il faut renverser les rôles. Si ce que nous faisons pendant 40 ans de notre vie n'est pas utile, alors c'est cela qu'il faut changer et non pas nous demander de faire un ou deux ans de compensation. Il ne doit exister que des emplois utiles, et alors en eux-mêmes, ils sont une occasion de service. » Choix politique, assurément. Solidarité et non charité. Entraide et non asservissement aux intérêts de l'Etat, de ses stratèges et autres marchands. Choix de société, pour sûr. A changer profondément. Radicalement. Et, pour commencer, en supprimant les corvées militaires et civiles. En faisant en sorte d'abolir la conscription.

Michel AUVRAY

(1) Jacqueline Grapin et Jean-Bernard Pinatet, La guerre civile mondiale, Calman-Lévy, 1976, p. 17.

L'antimilitarisme n'est pas mort !

DEPUIS l'accession de la gauche au pouvoir, en mai 1981, le mouvement antimilitariste s'est fourvoyé dans l'impasse du statut d'objecteur de conscience. Conglomérat de tendances à buts et analyses diverses (MOC, MAN, objecteurs insoumis, insoumis totaux, anarchistes, pacifistes, chrétiens, etc.), le mouvement dit antimilitariste s'est trouvé fort dépourvu face à l'objection de conscience à la sauce socialiste.

Des affectations plus larges dans le secteur associatif, l'obtention plus facile du statut ont fait que tous ceux qui ne luttaient que contre le service armé ont quitté le terrain de la lutte contre l'Etat-conscripteur. Depuis les objecteurs insoumis se sont fait plus rares, leur démarche a rencontré moins d'échos, la répression s'est durcie. Aujourd'hui, les objecteurs, toutes tendances confondues, ne représentent que 0,9% des appelés.

Mal perçue parce que recourant des interprétations et des pratiques fort différentes, l'objection est devenue une impasse pour un mouvement qui n'avait plus de perspectives et d'objectifs précis.

Après quelques années d'errements, de procès en procès, il était temps pour ce qui restait de ce mouvement de réfléchir à l'avenir : les rencontres antimilitaristes de Carmaux et le dernier congrès de la Fédération anarchiste en ont été l'occasion.

Les débats et les réflexions qui y ont été menées nous ont conduit à lancer une campagne pour l'abolition de la conscription dans la perspective d'une suppression de toutes les armées avec les

transformations radicales de la société que cela sous-entend.

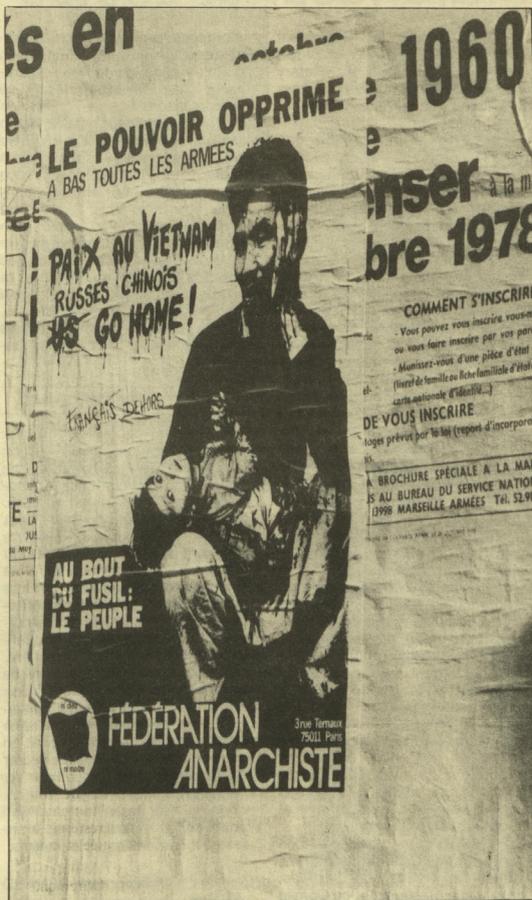
L'actualité récente nous a une fois de plus donné raison. Le peuple chinois s'est retrouvé, une fois de plus, au bout du fusil de son armée de libération (la conscription a été rétablie en Chine depuis 1984. Ces tragiques événements nous rappellent qu'en Chine comme à Ouvéa l'armée sert à maintenir l'ordre dominant, quel qu'en soit le prix.

Dans un autre registre, les déclarations de Valéry Giscard d'Estaing en faveur de la suppression du service militaire ont suscité de nombreuses réactions chez les politiciens. Tous sont d'accord sur un point : l'armée moderne est largement professionnalisée. Ceux qui défendent la conscription n'ont comme argument que le maintien d'un lien étroit entre l'armée et la nation, qu'on assimile au peuple. Valéry Giscard d'Estaing, comme Chevénement, est favorable au développement d'un service civil, outil de cohésion sociale.

Oui, c'est bien de cela qu'il s'agit : nos dirigeants veulent à tout prix maintenir le consensus autour de la nation. Ils veulent nous convaincre que nous faisons tous partie d'une même communauté d'intérêt.

Le service national n'est qu'un outil à fabriquer du consensus, il faut le dénoncer. Cet impôt en temps est inacceptable, au même titre que les TUC, les SIVP, les TIG et le travail précaire. Brisons tous les consensus, exigeons l'abolition de la conscription, refusons la collaboration de classe !

J. VAZQUEZ



INITIATIVE

Une semaine gay sur Radio-Libertaire

Au moment où l'on fête le bicentenaire de la Révolution française, et qu'il est question des droits de l'homme, il m'a semblé intéressant de faire le point sur la question homosexuelle. Qu'en est-il du droit d'aimer ?

Un point d'histoire : le 27 juin 1969, à New-York, au cours d'une rafle policière dans un bar gay de Christopher Street, le Stonewall, les gays se sont rebellés et pendant trois jours et trois nuits, ils ont dressé des barricades dans le Village (quartier où il y a de nombreux établissements gays), mettant fin ainsi à des années de descentes policières et d'humiliations et donnant naissance au GLF (Gay Liberation Front) ainsi qu'à de nombreux mouvements militants gays dans de nombreux pays. Depuis cette année-là, vers le 27 juin, la communauté homosexuelle organise une Gay Price Week (semaine de fierté gay) de par le monde. En France, depuis une quinzaine d'années, nous faisons une marche gaie et une fête le soir.

Cette année, la marche gaie aura lieu le samedi 24 juin. Une coordination tri-partite s'est mise en place pour que tout le monde soit représenté : les associations, les établissements et les médias gays. Un très grand effort d'animation est fait. Il y aura des chars avec des participants en costumes d'époque (Révolution oblige !). Et le soir, une grande fête mixte au Cirque d'Hiver, et une fête lesbienne organisée par le mensuel *Lesbia*.

En plus de l'aspect joyeux et « fête », ce sera pour les gays et les lesbiennes l'occasion d'interpeller les instances politiques, notamment dans le cadre de l'Europe de 1993. Y aura-t-il une homogénéisation des législatures européennes, et dans ce cas faut-il se réjouir d'un Danemark qui légalise le mariage gay à partir de l'automne 1989 (devenant une Californie européenne), ou faut-il craindre une Angleterre avec sa clause 28, loi votée au Parlement, interdisant de parler d'homosexualité sous un angle favorable dans un lieu public.

Sur Radio-Libertaire, du 24 juin au 1^{er} juillet, de nombreuses émissions (voir encadré) aborderont la question homosexuelle et tenteront de faire le point sur 20 ans de luttes et de droits acquis. Mais aussi de l'évolution de la culture gay. Alors qu'on se le dise, cette semaine-là, l'événement sera sur 89.4 MHz !

Gil CERISAY

Vous pouvez écrire à Gil Cerisay : Gil Cerisay, c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Grandeur et doutes

EN 20 ans, le mouvement homo, en France, est passé « du col Mao au Rotary Club », pour reprendre le titre d'un des livres du regretté Guy Hocquenghem.

En 1970, le mouvement des femmes commence à faire vaciller sur ses bases une société patriarcale qui ne mesure pas encore l'ampleur du séisme et, d'ailleurs, ne le mesure pas plus aujourd'hui. Dans la foulée, d'autres femmes créent le Front homosexuel d'action révolutionnaire, le légendaire FHAR. Grâce à elles, puis à quelques hommes qui les rejoignent, l'homosexualité, comme mouvement social explose. C'en est fini avec des années de honte et de secret. Aux années « Arcadie », le premier groupe homo français fondé en 1954, années caractérisées par une tentative désespérée de faire exister les homos dans les règles de l'ordre établi succède la folie, le rire... et la politique ou du moins, le politique.

Les années « gauchistes »

Les années 70, les années « gauchistes » sont celles du délire, un délire constructif ; c'est aussi la période où se forme le mouvement lesbien, coincé entre un mouvement homo masculin « ouvert » et un mouvement de femmes qui tente de l'être. On pourra utilement retrouver dans l'article de Catherine Gonnard les meilleures références écrites qui permettent de bien comprendre l'importance décisive de ces années pour les homos femmes et hommes.

En 1979, c'est le début des années constructives, mais pas délinquantes. Création de *Gai Pied*, de la revue *Masques*, et du Comité

d'urgence anti-répression homosexuel (CUARH) ; il s'est créé bien d'autres choses encore, en particulier chez les lesbiennes. A ce propos, disons que rien en France n'a pu exister au niveau homo sans les lesbiennes. De 1979 au milieu des années 80, on assiste à l'émergence d'une réelle force politique gaie. Le terme « gai », venu des Etats-Unis, révèle que l'élève français a copié son modèle américain, synonyme de puissance homo. Manifestation de force dans la rue, victoires sur le terrain législatif, explosion aussi de l'argent gai masculin : bars, saunas, discos... Tout est gai dans ces années : la mode, la littérature...

Le reflux militant

Puis vient le reflux militant. Passé du gauchisme à l'action réformiste, le mouvement gai sombre dans les querelles de pouvoir. Le CUARH disparaît en 1985. C'est aussi le début du SIDA. Tout change. Les nouveaux militants gays sont devenus spécialistes du lobby. La fin des années 80, c'est l'inféodalité du mouvement homo au pouvoir en place. Essentiellement axé sur un travail d'information sur le SIDA, palliant les carences de l'institution en la matière, les nouveaux activistes homos semblent ménager leur avenir dans les salons gauche caviar. Evolution inéluctable ? Grossière erreur ? Les lesbiennes ont fait un autre choix, préférant privilégier un travail de base centré sur l'action qualitative. Une chose est certaine : le fossé est profond entre pédés et lesbiennes, entre les gais carriéristes et les autres.

Françoise RENAUD



Des livres en mouvement

LE 23 avril 1971 paraissait le numéro 12 de *Tout*, un numéro qui allait donner le coup d'élan du mouvement homosexuel, au sommaire des titres qui donnaient le ton : *Libre disposition de notre corps, Avortement et contraception libres et gratuits. Droit à l'homosexualité et à toutes les sexualités. Droits des mineurs à la liberté du désir et à son accomplissement.*

Le FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire) est né, proche des revendications féministes et en rupture avec les discours normatifs et moralisants. Un ensemble de textes écrits par ses membres paraît la même année dans *Rapport contre la normalité*, en 1972, dans un numéro de *Partisans*, et en 1973, dans *Recherches*, ces deux numéros sont d'ailleurs saisis par la justice. Les lesbiennes, au sein du mouvement des femmes, s'entêtent, dans des articles dans *Le torchon brûle : Garçon manqué, sale gouine* (1971) ; ou dans *Actuel : Le colonialisme hétéro*, par C. Deudon (1974). C'est au tour des homosexuels et lesbiennes de pointer du doigt : l'hétéro-flic, les pères la pudeurs et autres censeurs. La culpabilisation fait place aux revendications et aux luttes. L'homosexualité, phénomène social et politique, conteste le bien-fondé des systèmes sociaux basés sur l'hétérosexualité.

Aux textes de rupture, succèdent les témoignages sur les modes de vie homosexuels rédigés par des homosexuels et lesbiennes qui, non seulement, veulent rompre le silence, mais aussi briser les discours des autres : médecins, curés, psychologues... Dire pour exister en dehors des plaisanteries, hors des condamnations. Des textes nombreux : *Ma moitié d'orange* de Jean-Louis Bory ; *Comment appelez-vous ça déjà ? Ces hommes que l'on dit homosexuels* de Bory et Hocquenghem (1977) ; *Les femmes préfèrent les femmes* d'E. Perrin (1977) ; *L'étoile rose* de D. Fernandez (1978). Des auteurs partent de ces différents parcours et témoignages pour construire des analyses plus théoriques : *De l'amour lesbien* par G. Pastre (1980) ; *Les femmes et l'amour lesbien* de N. Nobili

et E. Zha (1980) ; *Homosexualités* de G. Bach (1980). L'histoire elle-même est interrogée pour témoigner de la présence homosexuelle dans le temps ainsi que de sa répression, pour formuler des points de repères et surtout pour permettre l'élaboration d'une culture communautaire aux personnages phares : *Race d'ep* de G. Hocquenghem ; *Femme et femme* de Dolorès Klaich (1976) ; *Un choix sans équivoque* de M. J. Bonnet (1980) ; *Le pénis et la démo-réalisation de l'Occident* de J.-P. Aron et R. Kempf (1978)...

La parole prise, il faut la garder en mémoire ne plus donner de place au silence. Le tout jeune mouvement homosexuel en France 1945-1980 par G. Girard. Aux historiens, sociologues issus du mouvement, la parole est laissée de plus en plus, en même temps que le discours s'institutionnalise, il perd de sa radicalité : *Le rapport gai* de G. Bach, J. Cavaillès et P. Dutey (1984) ; *Les bûchers de Sodome* de B. Sergent... La rupture est aussi de plus en plus marquée entre lesbiennes et homosexuels. Alors que ceux-ci choisissent surtout le roman et privilégient l'histoire et les modes

de vie, les lesbiennes continuent à questionner les structures sociales et hétérosexuelles : *La pensée Straight* de Monique Wittig dans *Questions féministes* (1980). La théorisation lesbienne devient une pierre d'achoppement pour toute la pensée féministe, mais aussi pour les sciences humaines où les travaux de Nicole Mathieu (*L'arraisonnement des femmes*) et ceux de Colette Guillaumin sur la notion de nature apportent des réflexions et questionnements essentiels et incontournables.

Actuellement, on peut se demander si le SIDA ne va pas amener les homosexuels à radicaliser leur propos, aux textes de témoignages (Hugo Marsan, Dreuilh...) répondent les accusations d'Act Up aux Etats-Unis, et l'on peut s'attendre bientôt, en France, à une écriture plus virulente et accusatrice. Homosexuels et lesbiennes, en prenant la parole, se sont donnés une existence face au corps social, désormais pour les faire taire il faudrait leur enlever le droit à l'existence... Le silence ne doit plus se faire.

Catherine GONNARD

Quelques émissions de la semaine gay

Samedi 24 juin :

- 20 h 30-22 h 30, « Ras les murs », émission sur une association organisant une correspondance avec des prisonniers gays.

Mardi 27 juin :

- 14 h-15 h, « Parole d'association » invite des représentants de l'association AGORA (fédération d'associations gays).

Mercredi 28 juin :

- 9 h-10 h, « Correspondances », textes et musiques autour de *T'aimer et te le dire* ;
- 18 h 30-20 h 30, « Fruit de la passion » évoquera les personnalités marquantes du mouvement gay, avec Hugo Marsan (journaliste et écrivain) ;
- 20 h 30-22 h 30, « Les courants d'art s'enlvent » recevra Nathalie Stern (peintre).

De nombreuses autres émissions participeront à cette semaine gay, mais le programme n'est pas encore confirmé.

Radio-Libertaire (89.4 MHz, Paris)

RFA

Portrait d'un homme moral

La grève de la faim des prisonniers politiques terminée, le calme revenu à Berlin-Kreuzberg, enfin une bonne nouvelle, fêtée avec enchantement quasi unanime à droite aussi bien qu'à gauche (à part quelques éternels trouble-fête qui râlent toujours...) : le 23 mai, jour de la déclaration de la Constitution, Richard von Weizsäcker a été élu pour la deuxième fois comme président de la République fédérale d'Allemagne ! Aucun parti ne proposa de candidat rival. Et si, en 1984, il avait été déjà élu avec 832 voix sur 1 017, cette fois-ci il l'a été presque à 100%...

Richard, ce vainqueur sans ennemi, 69 ans, on connaît sa photographie : assis derrière son bureau dans la villa Hammerschmidt, à Bonn, au milieu d'un parc royal au bord du Rhin ; sobriété stylée, lourds tapis, quelques vieux tableaux de maître ; et derrière l'homme — costume sombre, cravate unie — avec ses cheveux d'un blanc immaculé et coiffé à la perfection, les portraits de Kant et de Lessing.

« Papa était et restera le meilleur », « notre père national », « aimé de tous », ainsi est-il célébré par la presse. Le représentant de la bourgeoisie cultivée germanique, l'humaniste sans faille, symbole de l'harmonie, de la santé morale, « l'homme noble au-dessus des basses-fonds de la politique » (selon un membre du parti chrétien-démocrate), Richard von Weizsäcker

profite d'une auréole qui le distingue d'un comble favorablement d'autres politiciens allemands ; comme le défunt F. J. Strauss, cette grosse brute buveuse de bière qui avait ses pattes dans toutes les sales affaires ; ou cette marionnette maladroite d'Helmuth Kohl, dont les faux-pas verbaux et intellectuels sont une éternelle source de rigolade dans la presse. Non, lui, c'est un personnage politique idéal, incriticable, même si les Verts parlent d'un « syndrome Weizsäcker ». Il a une manière inimitable d'éviter de mettre les pieds dans le plat et de planer au-dessus de toutes ces eaux troubles de la « Realpolitik »... Parfait dans son rôle de « représentant de tous les citoyens », avec une image de centre-conservateur, mais pas hostile aux libéraux de gauche, trouvant même un mot indulgent pour les « minorités ». Populaire partout donc, comme un « sur-père » juste et exemplaire qui, dans toute sa vie, n'a jamais prononcé un gros mot. « Que voulons-nous de plus ? Une chose, bien sûr : que cet homme devienne chancelier », ainsi rêvent le magazine *Spiegel*, et même la presse de gauche.

Cet homme parfait doit être le résultat de son éducation. L'emblème de la famille noble von Weizsäcker porte trois épis de blé (Weizen). Autrefois, à Bade-Württemberg, ils étaient proches de la cour royale, protestants fervents, patriotes, hommes de science et politiciens par tradition et, surtout, citoyens modèles. A travers les siècles, ces gens honnêtes et couronnés d'un succès social mérité avaient une tendance naturelle à servir le régime en place et à être volontaires et héros de toutes les guerres (« Dieu est de notre côté »). Cette loyauté traditionnelle veut qu'ils obéissent à une autorité étatique, même si celle-ci s'appelle... Adolf Hitler. Ernst von Weizsäcker, père du président fédéral de la RFA, fut le deuxième homme, après Ribbentrop, au ministère des Affaires étrangères du Troisième Reich. Ce qu'il justifie, en 1948, en tant qu'accusé du procès de Nuremberg par un innocent : « J'ai participé pour éviter le pire ! ». Il participa ainsi activement à l'« Anschluss » (annexion) de l'Autriche en 1938, à la chute de la Tchécoslovaquie en 1939 et proposa à Hitler — voilà sa défense ! — « plutôt » l'expulsion de tous les juifs. Il était très fier, après l'occupation de la Pologne : « On doit tirer le chapeau devant une telle armée ! » Jubilation patriotique aussi après la victoire sur la France. Sa signature se trouve, avec la mention « pas d'objection » sous des documents de déportation vers Auschwitz de 6 000 juifs français. Le verdict de Nuremberg le condamna à sept ans de prison. Le brave homme fut libéré après un an et demi. Parmi ses défenseurs : son plus jeune fils, Richard von Weizsäcker.

Car cette famille continue sa carrière. Victor, neurologue, a soutenu sous Hitler l'eutanase. L'illustre physicien Carl Friedrich, l'autre

frère de Richard, participa sous Hitler au développement de la bombe atomique ; mais aujourd'hui, le temps passe et la mode avec, ce savant prêche le renoncement à la bombe A et se trouve parmi les institutions les plus sûres du mouvement libéral-bourgeois pour la paix.

Richard, né en 1920, est le petit dernier. Volontaire de guerre, soldat au front Est sous Hitler ; il était jeune et ce n'est pas de sa faute. Après la guerre, donc défenseur de son père et nié en son nom l'existence d'Auschwitz — c'est par un amour filial qui l'honore. Il travaille dans l'industrie, mariage d'amour, protestant actif, homme politique, puis maire de Berlin pendant une brève période, il devient finalement le représentant de la RFA entière, son symbole le plus haut face au monde. Très vite, il gagne l'estime de tous. Dans ses discours, il mentionne même courageusement la déportation et l'assassinat des Sinti et Roma par les nazis et trouve des mots indulgents pour les homosexuels et communistes, promet même vaguement une visite à un prisonnier politique, mais là, il est peut-être allé un peu trop loin, alors, il n'en reparlera plus. Et si, aux funérailles d'Axel Springer, roi de la presse de droite, il honorait celui-ci comme « un vrai patriote », c'est par politesse parfaite de l'homme d'Etat. Richard von Weizsäcker est un saint.

Seule « petite tache » sur cette veste blanche, palie à l'ombre du

passé et totalement ignorée du public : du 1^{er} mai 1962 au 30 mai 1966, Richard von Weizsäcker fut d'abord membre de la direction, et ensuite associé responsable de l'entreprise C. F. Boehringer à Ingelheim. Boehringer livrait à l'entreprise US Dow Chemical des procédures et des matières de base pour la production du métabolite 2, 4, 5 trichlorophenol, substance de base du gaz agent orange. L'agent orange amena la mort, le cancer, l'invalidité à des milliers de Vietnamiens, il fut la cause d'innombrables bébés-monstres, avec un œil de cyclope, sans bras, sans jambes, sans nez, sans cou, avec des têtes hydrocéphales... Par cette exportation fructueuse, Boehringer et son bras droit, le futur président fédéral, lançaient leur entreprise à un niveau commercial mondial (textuellement : « Aussi longtemps que durera la guerre du Vietnam, aucun problème de vente n'est à craindre »). Les restes de cette production lucrative Boehringer-Weizsäcker se trouvent actuellement enterrés dans une décharge à côté de la petite ville de Georgswerder, au grand « enchantement » de sa population. Interrogé par le journal des syndicats métallurgistes, qui, seuls, dévoilent ce détail passé, Richard von Weizsäcker répondit — tradition familiale oblige — qu'il n'en savait « rien du tout ». Félicitations à monsieur le président de la RFA.

DAGMAR

CHINE

Les cendres d'une commune

La grande flambée d'espoir s'est éteinte dans le sang, puis dans la paume de la délation à grande échelle. Les cendres de la révolte sont encore trop brûlantes pour qu'on puisse tirer un bilan du printemps de Pékin. Mais les derniers événements en date viennent rappeler à tout militant que la lecture de Machiavel reste indispensable à bien des égards, et que les conseils qu'il donnait au Prince, voici plus de trois siècles, restent d'une terrible actualité.

Il y a un mois à peine, les milliers d'étudiants massés sur la place Tien Anmen, soutenus par les ouvriers, rejoints par la jeunesse d'autres grandes villes, semblaient invincibles. Les télévisions du monde entier diffusaient des images de militaires fraternisant avec la population, et tous les « sinologues » dénichés par les médias pronostiquaient un dénouement excluant d'emblée toute intervention militaire... Bien

vu : il aura fallu moins de 15 jours à Deng Xiaoping pour ramener le pays à l'ordre glacé de la terreur, en deux temps et trois mouvements.

Deux temps trois mouvements

Deux temps : répression et retour à un ordre haïssable. Trois mouvements : d'abord, faire jouer à l'armée son rôle habituel de bourreau du peuple. Mais la boucherie a été confiée aux soins de soldats issus de provinces lointaines (Tibétains et Mandchous). Il y a fort à parier que les prochaines opérations de maintien de l'ordre dans ces provinces, périodiquement traversées de révoltes nationalistes seront effectuées par des soldats pékinois. Qui accompliront leur besogne avec l'ardeur qu'on devine.

Après trois jours d'horreur, de massacre, d'attaques au char d'assaut sur des étudiants désar-

més, la population est consternée, paniquée. Prête pour le deuxième mouvement. Le peuple de Pékin craint la guerre civile, la pénurie ? C'est l'armée qui le rassurera. C'est l'armée, omniprésente dans la ville, qui distribuera des vivres aux civils. Et, par la même occasion, signifiera à la population que le pouvoir est de retour, visible, présent. Certes, les soldats-nourriciers ne sont pas les mêmes que les soldats-bouchers, tellement honnis que leur présence aurait rallumé la révolte. Mais sur une population meurtrie et affolée, le piège de l'armée à deux visages fonctionne.

La place Tien Anmen est rouge de sang, et nette : plus d'étudiants ivres d'espoir, mais des blindés distribuant les vivres. Le troisième mouvement — la répression policière — peut commencer : dès la fin des tueries, le pouvoir pourra se féliciter d'un gigantesque revirement : le peuple de Pékin, que le monde entier avait cru le fer de lance d'une nouvelle révolution, offre le spectacle pitoyable de milliers de balances, de repentis, de pleutres implorant le pardon. Du petit lait, pour les vieux crocodiles du parti... Or, cette reddition sordide était inéluctable. Parmi les milliers de manifestants de la place Tien Anmen, tous n'étaient pas porteurs d'un espoir élaboré, d'une révolte consciente. Des milliers d'hommes et de femmes se sont joints à la foule, dans l'euphorie de l'espoir et de l'action. Ils y ont été fichés, repérés, photographiés. Ils se sont aperçus, à l'heure de la répression, qu'ils tenaient plus à leur vie qu'à leurs idées. Depuis la victoire éclatante et sanglante des forces de l'ordre, ils vivent dans la terreur de voir leur nom ou leur photographie émerger des fichiers de la police.



Alors, pour se protéger, ils balancent, vendent et se vendent...

N'est-ce pas le propre de toute révolte matée, ou ratée ? Après l'écrasement de la Commune de Paris, les préfectures de police ont été submergées de délations, et ce n'est certes pas le seul exemple.

Le Prince de Machiavel n'est pas pour autant un monstre invincible triomphant, à toutes les époques, de tous les opposants. Aux ennemis des princes d'observer les tyrans, d'apprendre à les connaître et à les contrer.

Pascale CHOISY

Brève de Grande-Bretagne

Les dockers britanniques ont entamé une grève pour protester contre de récents accords signés entre le patronat et les syndicats.

Avec les nouvelles lois promulguées par Thatcher, la grève des dockers est illégale ! Officiellement, le syndicat refuse cette grève et appelle les dockers à reprendre le travail. Malgré tout, 30% des dockers, c'est-à-dire 8 000 personnes continueraient à faire grève.

Il faut rappeler qu'en 1974, la grève des dockers avait fait périr le gouvernement en place, et depuis que Thatcher est au pouvoir aucune grève, aucun mouvement n'a paru vouloir ébranler sa poigne de fer.

Monique FIGAROL



Deux jeunes Chinois arrêtés près de la Gare de Pékin.

PIERRE BOURDIEU

La science sociale contre le consensus

La noblesse d'Etat, de Pierre Bourdieu, concentre les résultats de 20 années de recherches et, avec cet ouvrage d'une rare densité, le sociologue offre une arme théorique terrible, presque imparable, à tous ceux qui luttent contre la domination sous toutes ses formes. Cependant la longueur du texte, l'austérité de l'étude, décourageront peut-être certains lecteurs ; tentons donc, dans la mesure du possible, d'en résumer et d'en commenter le propos.

Structures sociales et structures mentales : le problème de la domination

Toute l'œuvre de Pierre Bourdieu témoigne du souci de dépasser les oppositions, plus métaphysiques que proprement scientifiques, véhiculées par certaines sociologies et certains discours politiques — l'opposition la plus vaine et la plus pernicieuse étant à cet égard celle de l'individu (considéré comme "personnalité" libre de toute détermination) et de la société (représentée comme un système de contraintes purement extérieur à l'individu, tout comme si ce dernier lui préexistait).

Contre cette représentation métaphysique — et constitutive, notons-le au passage, de l'idéologie libérale —, Bourdieu montre qu'il existe une correspondance entre les structures sociales et les structures mentales, entre les divisions objectives du monde social et les principes de vision et de division que les agents leur appliquent. Non parce que ces structures seraient "naturelles", mais, tout au contraire, parce que les agents sociaux intériorisent les structures au sein desquelles s'est dessinée leur trajectoire. Ainsi ne peut-on comprendre la logique des structures sociales qu'à condition d'analyser les schémas de perception, d'appréciation et d'action que les individus mettent en œuvre dans leurs jugements et leurs pratiques ; mais on ne doit pas oublier pour autant que, s'ils construisent — par leurs jugements et leurs actes — la réalité sociale, ils le font toujours "avec des points de vue, des intérêts et des principes de vision déterminés par la position qu'il occupent" dans l'espace social.

En d'autres termes, c'est à travers des individus dotés de discernement que se produit et se transforme sans cesse le monde social. Mais cette capacité de discernement ne signifie pas qu'ils agissent en pleine connaissance de cause, à la suite de choix délibérés : ils ne se représentent pas explicitement les principes de perception et d'action qu'ils mettent quotidiennement en œuvre, et qui dépendent de leur position dans l'espace social.

Cette posture épistémologique présente des conséquences décisives, tant d'un point de vue de l'étude de la domination que de ses implications politiques et militantes. Ainsi, ce que Bourdieu nomme la « violence symbolique » (la domination sans contrainte extérieure, apparente) ne réussit que pour autant que celui qui la subit contribue à son efficacité, y apporte son consentement. Mais elle ne le contraint que dans la mesure où il est prédisposé à la reconnaître, parce que ses schémas de perception et d'action sont le produit de l'incorporation des structures qui, précisément, lui font subir cette violence.

Une telle analyse affecte profondément la notion de « servitude volontaire », à laquelle les libertai-

res font parfois référence : cette expression, en effet, semble désigner une soumission sans nécessité, volontaire et consciente, de la part des dominés. Elle se prête par là même à une vision du monde dangereusement moraliste : si les dominés abdiquent une liberté qu'ils possèdent, comme on possède une chose, ils n'ont qu'à décider, d'une manière volontariste, de la reprendre, et la domination s'effondrera d'elle-même — les éléments radicaux se contentant, dans cette optique, de

truites. D'où une homologie « miraculeuse » entre la hiérarchisation institutionnelle des savoirs, des matières, des maîtres et des élèves, et les opérations de « classement » qu'accomplissent quotidiennement les professeurs — et les élèves eux-mêmes... Opérations dotées des apparences de la neutralité, mais qui se révèlent subordonnées à la reproduction des structures sociales, puisqu'elles ont pour critères des « qualités » — par exemple l'aisance, le brillant — produites

Mais là encore, l'analyse sociologique nous préserve de bien des naïvetés : si l'école contribue si efficacement à la reproduction sociale, c'est qu'elle présente une logique relativement autonome. En effet, elle ne reproduit pas mécaniquement, à l'identique, les positions sociales ; elle les reproduit statistiquement. Alors que les droits de propriété se transmettent directement du détenteur à son héritier, la transmission des privilèges par l'école assure aux enfants des classes dominantes pris dans leur ensemble des propriétés et des titres qu'elle refuse à tel ou tel d'entre eux en particulier... Elle gagne donc en dissimulation le peu qu'elle perd en capacité de reproduction.

La nouvelle noblesse

L'importance prise par le système d'enseignement dans la reproduction sociale, précisément, détermine des transformations décisives dans le champ du pouvoir économique ; et l'étude de ces transformations permet d'expliquer notamment la prégnance de l'idéologie du consensus et de la « modernisation ». En effet, alors que les « patrons privés », héritiers de grandes dynasties bourgeoises ou parvenus issus de la petite bourgeoisie, ont mené des études relativement modestes, les « patrons d'Etat », dirigeants de grandes affaires industrielles ou bancaires très liées à l'Etat, sortent de familles de hauts fonctionnaires ou de professions libérales, et possèdent un fort capital scolaire. A ces deux pôles correspondent des schémas de perception et d'action opposés, des styles de vie opposés : discrets vis-à-vis de l'« extérieur », les patrons familiaux font jouer sans hésitation l'autorité dont ils héritent face aux travailleurs, alors que les « patrons d'Etat », hommes de relations mondaines et de relations publiques, croient tenir leur légitimité non plus de la richesse, ni de la naissance, mais de l'« intelligence » et de la « compétence ».

Cette nouvelle « noblesse des affaires » se perçoit comme une avant-garde éclairée, capable de concevoir, de vouloir et de diriger le changement qui est nécessaire pour conserver : elle se plaît à présenter les patrons familiaux comme les détenteurs illégitimes de privilèges archaïques, les survivants d'une époque révolue. Pourtant, la rationalité technique dont elle se targue n'est qu'une façade, explique Bourdieu, puisque « c'est dans le passé, dans l'histoire et dans l'ancienneté des droits acquis que cette "élite" dirigeante qui se veut toute entière projetée vers l'avenir trouve les véritables principes de sa sélection en même temps que les justifications pratiques de ses privilèges. » Ainsi voit-on revenir au premier plan, à la faveur des dispositions que consacre le concours de l'ENA, des groupes sociaux qui ne s'étaient guère illustrés dans le développement industriel : porteurs de noms nobles, grands propriétaires, hauts magistrats et dignitaires de l'armée. Ajoutons que cette « nouvelle noblesse » est celle-là même qui, par des méthodes de domination « douce » (des cercles de qualité aux lois Auroux), tente depuis quelques années de légitimer l'exploitation en obtenant le consentement des exploités.

Comme on le voit et comme l'écrit textuellement Bourdieu, il n'y a pas plus de « démocratisation » du capital que de « démocratisation » scolaire : ce que les par le style de vie des classes supérieures. Ainsi les classements scolaires reproduisent-ils les classements sociaux qui leur préexistent, comme le montrait déjà *La reproduction*.



« réveiller » les masses « endormies ». Vision avant-gardiste désastreuse, plus millénariste et religieuse que matérialiste, puisque, en fait, les dispositions qui inclinent les dominés à consentir à la domination sont, elles-mêmes, un « effet incorporé » de la domination.

Il s'agit donc ici, pour le scientifique comme pour le militant, de travailler non à un « réveil », mais à une « augmentation de conscience » : l'individu n'est pas nécessairement le sujet de ses pensées et de ses actes, il faut lui restituer la responsabilité qui lui incombe dans la conservation ou la transformation des structures sociales — cette responsabilité qu'il assume, mais sans le savoir, dit Bourdieu, et donc négativement, lorsqu'il se laisse guider par un inconscient aliéné. La mise au jour des déterminations sociales doit servir à lutter contre la domination sous toutes ses formes.

La reproduction : consacrer et exclure

Dans le champ scolaire aussi, les structures subjectives de l'inconscient s'avèrent le produit d'un long et lent processus inconscient d'incorporation des structures objectives ; là aussi, les agents sociaux construisent la réalité sociale, mais à partir de catégories qu'ils n'ont pas cons-

apologistes de la « modernisation » décrivent comme une transformation du mode d'appropriation du capital (avec la « montée des gestionnaires ») n'est qu'une transformation du mode de reproduction sociale, la reproduction de la domination passant désormais par le titre scolaire.

Le pouvoir : pas une chose, mais un « champ »

Mais le véritable enjeu du livre — et là encore les anarchistes sont concernés — réside dans la définition du « pouvoir » auquel il aboutit : une sociologie aussi soucieuse d'établir les relations entre institutions, groupes sociaux et agents, ne pouvait se satisfaire de la représentation du « pouvoir » comme chose, ou comme personne qui décide, ni de la théorie althusserienne des « appareils idéologiques d'Etat », qui, en ignorant par exemple la logique spécifique de l'école, interdit de saisir — donc de combattre — son rôle réel dans la reproduction sociale. Le pouvoir selon Bourdieu est un « champ », un espace de jeu et de luttes, qui comprend lui-même des positions dominantes et des positions dominées. Il met en relation des institutions et des agents ayant en commun d'occuper des positions dominantes dans leurs champs respectifs : champ économique, par exemple.

Ces institutions et ces agents dominants s'affrontent au sein du champ du pouvoir pour y faire reconnaître la supériorité de la forme de pouvoir, de l'« espèce de capital » qu'ils détiennent : on observe en particulier, dans le champ du pouvoir comme dans les autres champs, qu'il englobe, un pôle dominant économiquement et dominé culturellement, et un pôle dominant culturellement mais dominé économiquement. C'est dire qu'il y a une lutte permanente entre les détenteurs de capital culturel et les détenteurs de capital économique, ces derniers occupant encore les positions dominantes. C'est dire aussi que les stratégies visant à légitimer la domination « ne se présentent pas sous la forme d'un discours unique et pleinement unifié », comme le laisse supposer l'expression d'« idéologie dominante ». Surtout, et les anarchistes ne peuvent l'ignorer, les dominés au sein du champ du pouvoir (magistrats sous la Fronde, certains professeurs et intellectuels en 1968) présentent une propension à identifier leurs luttes aux luttes des dominés tout court : d'où l'ambiguïté de leur position, et, souvent, des renversements d'alliances que le langage de la « récupération » et de la « trahison » est tout à fait impuissant à faire comprendre.

En tant qu'il constitue l'une des premières approches rigoureuses du problème de la domination et du « champ du pouvoir », ce livre, *La noblesse d'Etat*, apparaît à chaque page comme une leçon de lucidité politique, on espère avoir réussi à le suggérer. Et s'il recoupe notre propre critique, il nous contraint aussi à préciser des analyses qui trop souvent se ramènent à l'imprécision des slogans. C'est pourquoi, en dépit de son caractère très spécialisé, il ne constitue pas une réflexion théorique destinée à des théoriciens, mais, bien plutôt, un puissant stimulant pour une stratégie et un projet global qu'il reste — qu'il nous reste — à définir.

Philippe CHAILAN
(Gr. Benoît-Broutchoux de Lille)

A vrai sa
1981-198
sert du t
trôle sur
qu'un pr
ment » r
nous dén
pas pour
percevoir
un docu

sa ré
connu ces
en lui un f
atteintes au
sont pratique
s'intégrer da
que quotidien
que de gouv
particulière
pas parce q
s'inquiète pl
santé de cett
Il estime, e
ment aux c
« qu'une so
argent est po
Il réfute don
vernement, d
partisans, en
sion. Mais il
tre les théori
loppées par
directe ou d
marxistes lén

Sa position
la plupart d
l'Etat, bien s
ceux qui utili
(ou ce qui est
avec l'intentio
vel Etat — c
ou autre. Le
révolutionnair
tance Quadru
liser pour être
provenir d'un
population. S
l'apanage d'un
représente qu
guère de chan
tations pourta
Loïc Debray,
de référence,
rouge, guerilla
occidentale (1)
critique énon
envers les prof
armée, à savoir
tent personne l
membres, ne
puisse la RAJ
sait qu'en son
pas représen
mand...)

Mais Quadru
à comprendre
membres d'Act
l'ETA, ce qui
son livre, ce q
dant les divers
l'« antiterrois
terroriste est l
cette vérité pre
lorsqu'il exami
menées pour m
terme à la lutte

Alors que les
directe avaient été
et s'engageaient,
faire, dans un co
ou moins légal (p
ple), la police, p
poussés à rejoind
On se souvient
Jean-Marc Roui
tion, en 1982, lor

NOTE DE LECTURE
« L'antiterrorisme »

A vrai dire, Serge Quadruppani ne nous apprend rien de nouveau dans son livre : *L'antiterrorisme en France ou la terreur intégrée 1981-1989* (1). Il ne fait que confirmer ce dont chacun se doute : l'Etat se sert du terrorisme, ou plutôt de l'antiterrorisme, pour renforcer son contrôle sur l'ensemble de la population. La lutte contre le terrorisme n'est qu'un prétexte à l'édification d'une société autoritaire et « judicieusement » répressive. S'appuyant sur des faits récents, Serge Quadruppani nous démontre ce mécanisme. Ainsi, bien que ses affirmations ne soient pas pour nous surprises, il fournit des éléments concrets permettant de percevoir le véritable rôle d'une « police politique ». Son livre est donc un document précieux, à mettre, surtout, entre toutes les mains.

Thierry MARICOURT

(1) Ed. Maspéro, en vente à la librairie du Monde libertaire.

L'AUTEUR précise d'emblée sa position. La politique répressive que la France a connue ces dernières années trouve en lui un farouche adversaire. Les atteintes aux droits de l'homme, qui sont pratiquées couramment, au point de s'intégrer dans le processus politique quotidien et d'être une technique de gouvernement, lui semblent particulièrement dangereuses. Non pas parce que Serge Quadruppani s'inquiète plus que de raison de la santé de cette démocratie étriquée... Il estime, et ceci sonne agréablement aux oreilles des libertaires, « qu'une société sans Etat et sans argent est possible et souhaitable ». Il réfute donc les arguments du gouvernement, de la police, et de leurs partisans, en faveur de la répression. Mais il s'élève également contre les théories « brumeuses » développées par les membres d'Action directe ou d'autres organisations marxistes léninistes.

Sa position coïncide avec celle de la plupart des libertaires : contre l'Etat, bien sûr, mais aussi contre ceux qui utilisent le « terrorisme » (ou ce qui est désigné par ce mot) avec l'intention d'instaurer un nouvel Etat — communiste, prolétarien ou autre. Le recours à la violence révolutionnaire, affirme en substance Quadruppani, doit se généraliser pour être efficace, et doit donc provenir d'une large fraction de la population. Sinon, elle demeure l'apanage d'un groupuscule qui ne représente que lui-même et n'a guère de chance d'aboutir... (constatons pourtant qu'Anne Steiner et Loïc Debray, auteur d'un ouvrage de référence, *La Fraction armée rouge, guérilla urbaine en Europe occidentale* (2), remarquent que la critique énoncée habituellement envers les groupes prônant la lutte armée, à savoir qu'ils ne représentent personne hormis leurs propres membres, ne tient pas toujours, puisque la RAF, justement, n'agissait qu'en son nom et ne prétendait pas représenter le prolétariat allemand...).

Les motivations des responsables de l'« antiterrorisme »

Mais Quadruppani s'attache moins à comprendre les motivations des membres d'Action directe ou de l'ETA, ce qui n'est pas l'objet de son livre, que les motivations guidant les divers responsables de l'« antiterrorisme ». Le premier terroriste est l'Etat, assure-t-il, et cette vérité prend tout son sens lorsqu'il examine les campagnes menées pour mettre, soi-disant, un terme à la lutte armée en France.

Alors que les membres d'Action directe avaient été graciés, en 1981, et s'engageaient, ou paraissaient le faire, dans un combat militant plus ou moins légal (squats, par exemple), la police, sciemment, les a poussés à rejoindre la clandestinité. On se souvient de l'interview de Jean-Marc Rouillan dans *Libération*, en 1982, lorsque l'ancien mili-

tant des GARI avouait, non sans raisons, craindre de subir le même sort que Curriel ou Goldman. La clandestinité lui fut imposée...

Serge Quadruppani cite de nombreux autres exemples. A chaque fois, il apparaît que la police n'a jamais tenté de prévenir les actions violentes, ce qui était pourtant son rôle, mais au contraire qu'elle ne s'est pas opposée à leur réalisation, et, même, qu'elle les a discrètement encouragés — comme si son but avait été de provoquer une psychose de l'attentat en France et de pouvoir ensuite, à son gré, exercer son pouvoir répressif. Dans cette optique, la théorie de la « mouvance » est largement développée. Tout individu est suspect, dès lors qu'il a croisé, même incidemment, le chemin d'un « terroriste ». Quant au « terroriste », il suffit de bien peu de chose pour être ainsi désigné : participer à une manifestation, signer une pétition, adhérer à un comité de soutien... Le fichier « VAT » (« Violence-Attentats-Terrorisme ») est fort d'une centaine de milliers de noms.

Pour les individus qui ont figuré un jour ou l'autre dans cette « mouvance », artificielle et dont les contours sont fluctuants, résultant plus de l'imagination scabreuse de quelques flics ou pseudo-journalistes que d'une réalité, les provocations se succèdent. « La marginalisation sociale résulterait inévitablement de la poursuite de harcèlement (...). Entre 1983 et 1986, on recense de très nombreux cas de personnes soumises à des pressions multiples et variées, allant jusqu'aux agressions physiques. Le plus souvent, il s'agissait d'obtenir qu'elles se transforment en indicateurs de police. De telles pratiques ne peuvent qu'exaspérer les sentiments de persécution si répandus en milieu militant, pousser à une analyse de la société en termes de « fascisation », d'« aggravation de la répression » et radicaliser les choix de rupture. »

Il est permis de s'interroger sur les « tueurs fous du Brabant » (3), et de se convaincre que, finalement, l'Etat belge est sans aucun doute directement impliqué dans cette affaire. Les soupçons abondent... En France, semblablement, la participation de la police ou des services secrets dans certaines affaires crève les yeux. Serge Quadruppani rappelle des histoires troubles, parfois inventées de toutes pièces, qui font la une de l'actualité un jour, et sombrent le lendemain dans l'oubli. Dans ce registre, il omet cependant de souligner la rapidité avec laquelle a été enterré l'attentat contre l'ancien Garde des Sceaux, Alain Peyrefitte, en décembre 1986. Cet attentat survint, comme par hasard, à un moment d'effervescence sociale, et frappait un personnage qui jouait désormais les seconds rôles de la vie politique française. Il fut facile de l'attribuer aux membres d'Action directe, alors en cavale...

Outrage & Rebellion est un groupe alternatif de Béziers. Leurs paroles engagées, anars et résolument antifascistes, nous ont amenés à leur poser ces quelques questions.

Gr. de Nantes

— « Monde libertaire » : Pour-quoi définissez-vous votre musique d'indian-core ? Vous sentez-vous proches de la situation actuelle des Amérindiens ?

— Ant : C'est moi qui ai trouvé ce terme, car je trouve notre musique trop lente pour du hard-core, et cette même musique ressemblait à des chants indiens, lancinants et répétitifs accentués sur la dernière syllabe ! C'est sûr qu'en tant qu'individus à tendances plus ou moins anarchistes, on peut s'identifier à cette noble et pure « race » qu'étaient les Amérindiens. L'homme blanc a dépossédé l'Indien de sa terre et l'a considéré comme du bétail dans les réserves. Partout où règne la répression, l'Homme se doit de réagir, de manifester, de combat-

Pour combattre un « terrorisme » de peu de poids, le gouvernement a été amené (bien volontairement) à créer des organes de répression bafoquant les lois de la démocratie. La liberté d'expression elle-même est attaquée, sans que cela provoque beaucoup de réactions. Paris ne serait donc que la banlieue de Téhéran ? L'affaire des Versets sataniques a fait couler beaucoup d'encre en France, et cependant, dans ce dernier pays, un individu peut être jugé et emprisonné pour propos... « séditeux ». Frédéric Oriach fut ainsi condamné pour avoir déclaré, peu après la mort du général Audran, que celui-ci a été victime des risques de son métier... Est-il aujourd'hui interdit d'appeler un chat un chat, et un marchand d'armes un assassin ? Le « devoir de condoléances », selon l'expression de Gilles Perrault qui signe la préface du livre de Serge Quadruppani, sera-t-il un jour obligatoire, et ne pas éprouver de chagrin lors du décès d'un personnage dans le genre d'Audran constituerait-il un crime de lèse-majesté ?

L'enquête que Serge Quadruppani a menée risque de déplaire à plus d'un politicien, de droite ou de gauche, puisqu'il y a souvent unanimité dans le choix des moyens utilisés pour combattre ce que l'on nomme le « terrorisme » (en introduction de son livre, l'auteur s'est d'ailleurs lancé dans un brève étude sur l'« indéfinition » de ce mot). L'antiterrorisme autorise tous les débordements, la police règne et son pouvoir ne cesse de s'étendre. La société autoritaire de demain (d'aujourd'hui ?) renversera les valeurs. Et c'est au nom de la justice, de la liberté, de la sécurité, que nous vivrons sous la surveillance constante d'une police politique, libres de penser mais non d'exprimer cette pensée, libres de nous mouvoir, d'agir, mais seulement dans les limites prescrites par cette espèce de « Big Brother » qu'est l'Etat moderne, subissant quotidiennement l'insécurité policière... Serge Quadruppani nous prévient de cette menace, chaque jour un peu plus perceptible.

Thierry MARICOURT

(1) Anne Steiner, Loïc Debray, La Fraction armée rouge, éd. Méridiens Klincksieck.

(2) Voir à ce sujet les revues Article 31, BP 423, 75227 Paris cedex 11 ; et Celsius, c/o Manrant, BP 284, 75228 Paris cedex 05.

MUSIQUE

Outrage & Rébellion

tre la mort et les trusts en tous genres.

— ML : Il semble qu'à Béziers il y ait beaucoup de fascistes, quelle est la réaction du groupe face à la montée du fascisme biterrois ?

— Ant : Je dois dire que l'année culminante a été 1987, actuellement ils se sont rangés, mais il en reste tout de même pas mal. Pour eux (les skins surtout), j'ai écrit *Les élucubrations d'Adolf* (parodie de la vie d'un skin), qui n'est que violence et beauferie. Notre réaction, c'est des textes antifascistes, antiracistes ; ainsi que la participation à des concerts (SOS-Racisme, Anti-apartheid), où l'on explique chaque chanson avant de la jouer ; et puis aussi des collages et des bombages sauvages (SCALP, anti-FN, etc.). Sinon, il faut être intolérant face à ces gens qui prônent l'intolérance, la violence et la mort : Le Pen, Pasqua, Chirac, Botha, Thatcher, Ceaucescu, Pinochet, extrémistes massacrés d'enfants, intégristes fanatiques de tout poil.

— Christ : Il n'y a pas vraiment trop à craindre des fascistes de Béziers, ils n'ont pas vraiment un look impressionnant, et leurs idées sont très limitées. Quant à la réaction du groupe, ce serait autant que possible de casser ce mouvement fasciste.

— ML : Y a-t-il un ou plusieurs d'entre vous qui militent dans une organisation de type anarchiste, si oui ou non pourquoi ?

— Ant : Personnellement, je cotais des gens de la Fédération anarchiste de Béziers, où d'ailleurs un SCALP va se monter. Si tu veux, ça complète un peu la démarche du groupe sur le terrain. Solidarité face au racisme et à l'intolérance. Merde au « Travail, famille, patrie » ! Mais je ne suis pas du genre à philosopher sur

l'anarchie, pour moi, elle est viscérale et je préfère agir que parler !

— Christ : Je ne fréquente pas une quelconque organisation, car je pense personnellement que chaque individu aux idées censées doit concrétiser ses buts aux dépens d'autrui, au lieu d'écouter parler.

— ML : Pour un groupe « rock radical », pensez-vous que la situation soit la même à l'Ouest comme à l'Est ?

— Ant : Non, je ne pense pas, j'avais lu l'interview de Die Trottell (groupe hongrois) qui parlait de la répression dans leur pays. Ils ne pouvaient pas vendre plus de 99 K7, sinon ils étaient saisis, sans cesse perquisitionnés par les flics, censurés, et ne pouvaient pas d'endroits pour jouer, ou presque. Pas moyen de faire un CP (45 tours, de 4 ou 5 titres) chez eux, ils ont fait un 33 tours en France, je crois. Certains pays de l'Est considèrent le « rock radical » comme du terrorisme, il n'y a pas qu'eux (voir sous Pasqua l'affaire Black War, où avaient été impliqués les Béruriers Noirs et Réflexes !). On peut se demander si nation ne rimerait pas souvent avec répression.

— ML : Le mot de la fin ?

— Ant : Face à la bourgeoisie : outrage ! Face à la bourgeoisie : rébellion !

— Christ : Un grand fuck à l'injustice, l'armée, la corrida et la bourgeoisie !

Propos recueillis par BÉBERT (Gr. de Nantes)

Pour tout contact avec le groupe Outrage & Rébellion : A. Rinaldi, Chemin du Camp-Nègre, 34290 Espendeilhan.



Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Vendredi 23 juin

« H. comme hasard » (12 h à 14 h) : le temps.
« Micro-climat » (21 h à 22 h 30) : écologie et environnement en Europe de l'Est, avec Jean-Louis Peyroux.

Samedi 24 juin

« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h 30) : l'actualité et le dossier des luttes.
« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : les instrumentaux dans le blues.

EDUCATION

L'échec scolaire

DANS les deux derniers numéros du *Monde libertaire*, nous vous avons présenté deux projets d'écoles expérimentales. Un à Paris concernant la maternelle et le primaire. Et un à Bordeaux concernant le deuxième cycle du secondaire.

Dans le présent numéro, c'est un projet d'école expérimentale maternelle-primaire à Clermont-Ferrand dont nous avons choisi de vous dépeindre les grands axes.

Tous ces projets ont en commun de vouloir s'attaquer à l'échec scolaire et plus particulièrement à sa dimension de classe. En réduisant la distance séparant les univers dans lesquels se développent les enfants (famille, milieu social, école). En réaménageant les espaces et les temps scolaires. En utilisant le formidable travail de la recherche pédagogique. En essayant de mettre l'enfant en position d'acteur de sa propre formation. En travaillant en équipe. En s'ouvrant sur l'extérieur via notamment l'évaluation permanente d'un regard extérieur. En jouant la transparence à tous les stades de l'expérience. En posant l'expérience dans un temps limité...

Pour toutes ces raisons, et bien d'autres encore, ces projets, s'ils voient le jour (ce qui sera possible si un rapport de force, et donc une certaine large, se développe) riches d'enseignements, en effet, si nous nous lançons avec vigueur l'école capitaliste, sa logique de classe, sa fonction de reproduction des conditions idéologiques de l'exploitation et de l'oppression, sa dimension institutionnelle d'école de l'Etat... nous sommes restés étrangement muets sur l'architecture d'une solution susceptible de servir d'alternative au présent.

Or nous savons que si un jour nous voyons d'une rupture révolutionnaire présente, il nous faudra nous mettre en place un autre monde à tous les niveaux de la vie sociale et un autre chose dont la logique profonde sera aux antipodes de celle qui prévaut actuellement. Hors de cette voie point de

salut, à moins de croire encore comme les attardés du léninisme que les mêmes causes peuvent ne pas produire les mêmes effets.

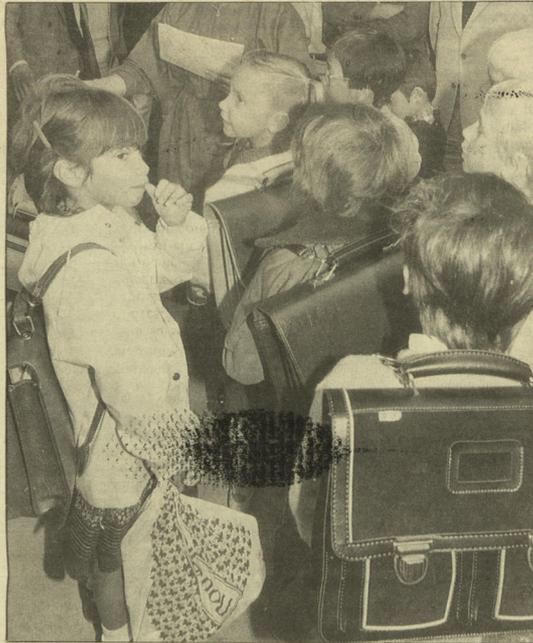
Dans ces conditions c'est peu dire que toute expérimentation visant à jeter les bases d'une alternative scolaire de masse est la bienvenue.

Cela étant même si nous disposons un jour de cet outil alternatif, et il faut que nous puissions en dis-

poser une propriété privée parentale et à être un citoyen à part entière ?

Bien évidemment le problème n'est pas de remplacer le présent par son contraire et substituer une éducation collectiviste d'Etat à une éducation d'appropriation privée. On sait ce que ça donne.

Mais pourquoi l'enfant ne disposerait-il pas d'un certain nombre de droits fondamentaux en tant



poser non seulement pour pouvoir être crédible mais également pour pouvoir impulser un renversement de perspectives, est-ce pour autant dire que nous serons à même de résoudre l'échec scolaire d'une manière radicale ?

Rien n'est moins sûr ! L'échec scolaire en effet ne se réduit nullement à sa seule dimension scolaire. Certes, certes, cette dimension est importante. Capitale, même. Mais réfléchissons un instant, une super-école avec des super-profs réussirait-elle à faire naître ce qui pourtant conditionne toute réussite scolaire à savoir le désir et le plaisir d'aller à l'école ?

A cette question, la réponse est clairement non ! Et la meilleure des preuves nous est fournie par les quatre lycées expérimentaux en service depuis 1981, qui tous à des degrés plus ou moins importants offrent aux élèves des conditions de scolarité de « rêve » avec cogestion, autogestion, intelligence pédagogique à la clef, et qui tous sont rongés par la lèpre de l'absentéisme. Dur ! On offre le rêve à ces chères têtes blondes... et ils n'en veulent pas. Etonnant, non ? Voire !

Dans notre société, l'enfant n'a en fait aucun droit. Il est la propriété privée de ses parents. Ce qui le condamne à structurer sa personnalité dans un champ d'identification qui non seulement est étrié mais qui de plus est une source permanente de névroses (est-il, n'est-il pas M. Oedipe ?). Et il est complètement exclu de la vie sociale aux motifs de son inexpérience et de son incapacité à comprendre les problèmes politiques et sociaux.

Bref, non seulement l'enfant n'est rien dans sa famille mais il n'est rien dans la société.

Dans ces conditions pourquoi éprouverait-il le désir d'aller dans une école, même autogestionnaire ? En quoi cela l'aiderait-il à ne plus

qu'individu et que citoyen ? Pourquoi ne lui offrirait-on pas les moyens (logement, habillement, nourriture...) d'une véritable autonomie ? Pourquoi ne le considérerait-on pas comme un citoyen à part entière apte à gérer la société dans laquelle il vit ? Pourquoi, pourquoi... ne lui donnerait-on pas toutes ces possibilités ?

Aurions-nous peur que nos enfants nous échappent ? Qu'ils s'enfuient ? Que tous nos rêves jamais réalisés et dont nous leur avons donné mission de nous les réussir s'envolent ? Que notre peur de la mort dissimule dans notre volonté de nous perpétuer nous revienne en pleine gueule ? Qu'ils nous démontrent leur capacité à gérer le social et par là même la misère de ce que nous sommes capables, nous adultes, de faire en la matière ?

Beaucoup de questions, donc, dont il est aisé de comprendre qu'elles s'apparentent dans leur problématique à quelque chose de l'ordre du sésame culturel. Beaucoup de questions auxquelles il est et il sera difficile de répondre rapidement. Mais beaucoup de questions auxquelles on n'échappera pas éternellement si tenté qu'on veuille résoudre sérieusement l'échec scolaire et inscrire un projet de société et de liberté dans les faits. Dans la liberté et l'égalité de tous les êtres humains quelle que puisse être leur spécificité propre.

Je sais, tout cela relève sûrement du long terme. Les hémiplégiques de la vie que nous sommes tous plus ou moins devenus auront du mal à courir le 100 mètres du bonheur en dix secondes avant longtemps. Mais n'est-ce pas une raison pour commencer sans tarder, via l'éducation de ceux à qui nous avons imposé la vie, à nous rééduquer ? Un combat !

Jean-Marc RAYNAUD

MATERNELLE-PRIMAIRE

Une expérience...

DEPUIS le début de l'année 1988 un groupe d'instituteurs du Puy-de-Dôme s'est constitué pour élaborer un projet d'école expérimentale (1). Le projet auquel se sont associés les CEMEA et l'AFL regroupe également des enseignants d'autres mouvements pédagogiques (ICEM, GFEN).

Pourquoi une école expérimentale ?

En partant de trois constats :
• la réussite et l'échec scolaire sont fonction de la « distance socio-culturelle entre le milieu social de l'enfant et l'institution scolaire ;
• les difficultés scolaires se manifestent de manière précoce et l'école y répond par un redoublement précoce dès la fin du CP (22% des enfants d'ouvriers spécialisés redoublent cette classe contre 2,4% des enfants de cadres supérieurs) ;
• le redoublement précoce est pratiquement irréversible pour la réussite scolaire : 93% des enfants qui redoublent le CP ne rentreront pas en classe de seconde.

Il apparaît indispensable qu'un travail sérieux de transformation de l'école s'attaque en premier lieu à ces difficultés précoces et cumulatives.

Actuellement existent bien un certain nombre d'expériences allant plus loin dans ce sens. Mais soit elles sont très localisées n'a lieu, soit elles concernent des écoles d'application des écoles normales les enfants bénéficiant de l'expérimentation sont très massivement issus... des classes moyennes et bourgeoises.

L'idée d'une école expérimentale implantée dans un quartier populaire s'impose donc. Non pas pour « offrir plus », ce qui a déjà été expérimenté sans succès, mais pour « offrir autre chose ».

Un autre chose qui pourrait consister entre autres dans la mobilisation d'un certain nombre de savoirs (sur le développement du langage, sur les processus d'apprentissage, sur les rythmes biologiques...) et leur mise en œuvre dans le cadre d'un travail d'enseignement global, continu et cohérent.

Un autre chose qui bien sûr nécessitera des moyens spécifiques (principalement en ce qui concerne le nombre d'enseignants nécessaires que les modalités de constitution de l'équipe éducative) et donc une dérogation à la norme.

Mais un autre chose qui en étant évalué en permanence et en jouant la transparence à tous les niveaux et à tous les stades de l'expérience ne sera pas pour autant enfermé dans la marge.

En d'autres termes, pour aller plus loin dans une théorie (en panne) de transformation de l'école il faut commencer par changer un certain nombre des pratiques qui génèrent l'échec : tout l'intérêt d'une école expérimentale étant de permettre de construire ces pratiques alternatives.

Apprentissages et organisation de l'école

L'organisation en cycles d'apprentissages concerne l'ensemble de la scolarité pré-élémentaire et élémentaire :

- cycle 1 : enfants de 2 à 5 ans ;
- cycle 2 : enfants de 5 à 8 ans ;
- cycle 3 : enfants de 8 à 11 ans.

Ceci pour éviter au maximum les redoublements et pour respecter la diversité des rythmes d'apprentissage. Un cycle sera composé de trois classes d'une vingtaine d'élèves encadrés par quatre enseignants. La classe sous la responsabilité d'un enseignant restera le noyau de base de l'organisation, l'enseignant de chaque classe étant chargé du suivi

individuel des enfants. A l'intérieur de chaque cycle diverses formes de groupement des élèves pourront successivement coexister (travail individuel, travail en groupes homogènes de « niveau », travail en classes d'âge de niveau hétérogène, travail en groupes totalement hétérogènes tant au point de vue de l'âge que du niveau).

Au sein de chaque cycle, le renouvellement des enfants s'effectuera par tiers à chaque rentrée scolaire.

Une attention toute particulière sera apportée aux plus petits (de 2 à 3 ans). Il pourront être accueillis à l'école jusqu'à 10 h du matin et bénéficier dans la journée de plusieurs moments de prise en charge au sein de très petits groupes (trois ou quatre enfants). Chaque enfant pourra également bénéficier de temps de repos à la carte. Les activités motrices occuperont une place très importante.

Pour les enfants des cycles 2 et 3 les activités scolaires seront rassemblées au sein de deux plages de temps de deux heures chacune. Les séquences didactiques seront pour l'essentiel regroupées en début de journée et en fin d'après-midi. L'équilibre d'une journée inclura de nombreuses activités motrices et d'EPS.

Quels que soient les moments ou les objets d'apprentissage une même démarche méthodologique sera préservée. Elle insistera sur la prise de conscience par les enfants eux-mêmes (en fonction de leurs possibilités) des objectifs poursuivis, des raisons et des contraintes qui déterminent ces objectifs ainsi que de la manière dont se déroulent les apprentissages.

Une attention toute particulière sera portée aux tentatives de rationalisation des méthodes d'enseignement et en particulier aux recherches récentes en didactique des disciplines.

L'équipe éducative sera composée de quatre « maîtres » pour les trois classes d'un cycle, des membres du GAPP, des enseignants de langues et cultures étrangères, des personnels municipaux intégrés au projet (ASEM, personnels de service et d'entretien, personnels des restaurants scolaires, moniteurs municipaux d'éducation physique et de musique).

Une réunion hebdomadaire de 3 heures réunira les adultes intervenant dans un cycle donné. Une réunion hebdomadaire d'une heure regroupera un représentant de chaque cycle pour les questions concernant la communauté scolaire dans son ensemble. Une réunion aura lieu tous les mois et rassemblera l'ensemble des adultes.

Les aides extérieures concerneront à la fois l'organisation du travail et les différentes évaluations. Elles pourront être apportées par des enseignants d'écoles normales, des chercheurs de l'INRP et de l'université, des membres de mouvements pédagogiques, ou des enseignants intéressés.

L'ensemble du dispositif d'évaluation aura une fonction interne (permettre de mieux travailler en analysant ses propres pratiques et ses résultats) et une fonction externe (afin de mieux pouvoir rendre compte à l'administration, aux familles, aux partenaires locaux et à l'ensemble de la profession).

Des rencontres régulières auront lieu avec les parents d'élèves et les travailleurs sociaux, ceci de manière institutionnelle. Rien n'empêchant bien sûr que des rencontres se déroulent de manière non institutionnelle.

Jean-Marc RAYNAUD

SOMMAIRE

- PAGE 1 : Edito.
- PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.
- PAGE 3, Politique : Elections européennes.
- PAGE 4, Les Luttes : Crèches : ras le biberon, grève à Paris Télécom. Météo : orages.
- PAGE 5, Société : Gérard Caro inouïs, Suppression des Ecoles Normales, Ecologie, Le FN à Perpignan.
- PAGE 6 ET 7, Antimilitarisme : Abolition de la conscription !
- PAGE 8, Société : Homosexualité, pourquoi une semaine gaie ?
- PAGE 9, Informations internationales : Répression en Chine, RFA : portrait d'un homme moral, Grève des dockers en Grande-Bretagne.
- PAGE 10, Arguments : Pierre Bourdieu : la science sociale contre le consensus.
- PAGE 11, Expressions : Sélection de programmes de Radio-Libertaire, Notes de lecture, Interview du groupe « Outrage & Rébellion ».
- PAGE 12, Arguments : Echec scolaire, projet d'école expérimentale à Clermont-Ferrand.